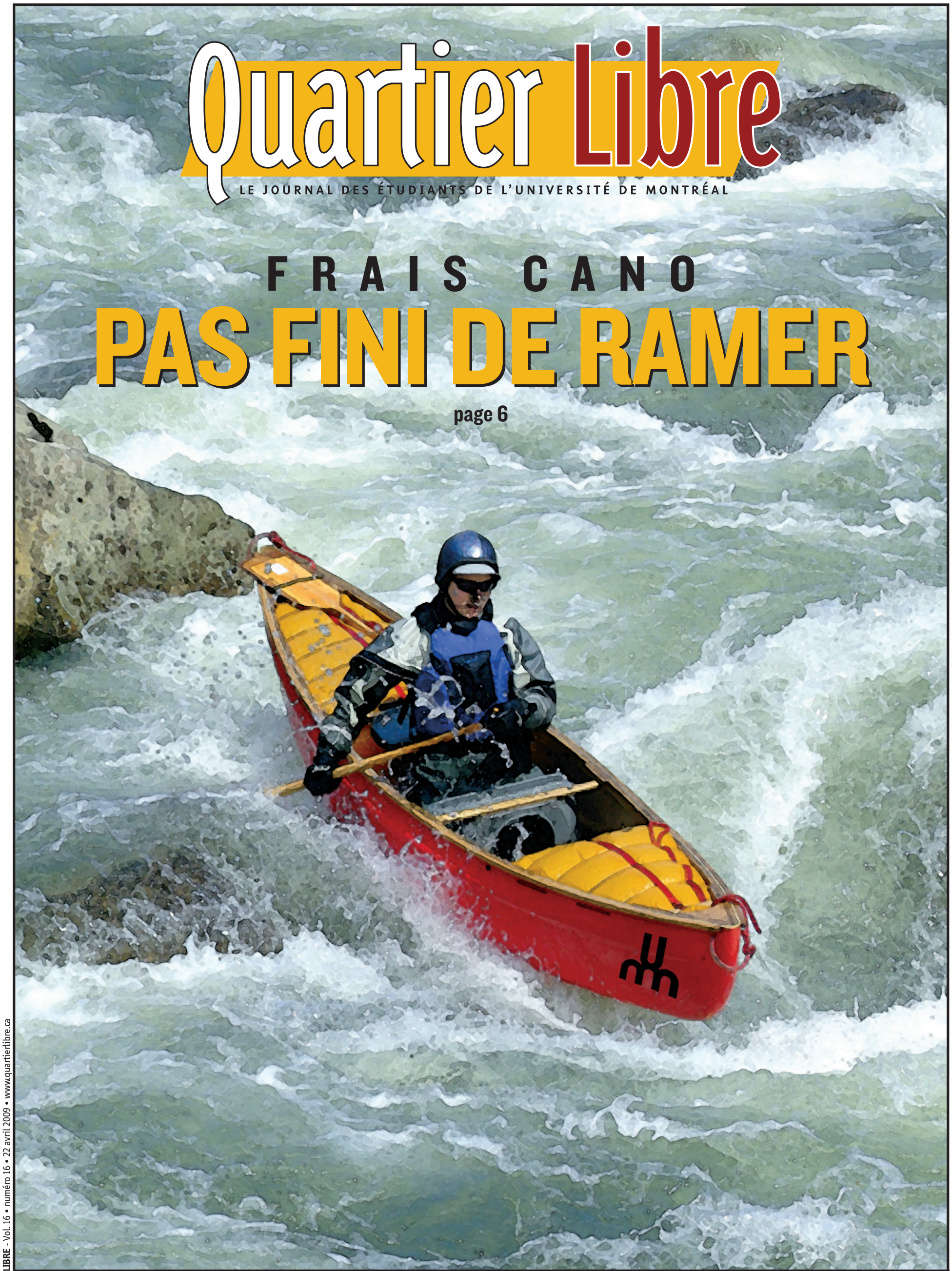
_QLvol16no16.qxd 4/21/09 7:30 PM Page 1

Quartier Libre

LE JOURNAL DES ÉTUDIANTS DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

FRAIS CANO
PAS FINI DE RAMER

page 6



QUARTIER LIBRE - Vol. 16 • numéro 16 • 22 avril 2009 • www.quartierlibre.ca

SOCIÉTÉ • Achat de médicaments en ligne : gare aux imitations • page 12 • **CULTURE** • Photographie : 20 000 lieux sous la ville • page 14

_QLvol16no16.qxd 4/21/09 7:30 PM Page 2

06/2009 =

Q: En juin 2009, est-ce que la rentrée nous offrira toujours un iPod gratuit à l'achat d'un Mac?

R: Inscris-toi avant le 31 mai pour être le premier informé et cours la chance de gagner un des 5 certificat-cadeaux de 99$*

microboutique.ca/education

micro Boutique

Micro 2200
Pavillon Jean-Brillant
Local B-2200
514.270.4477

Magasin campus agréé

*Aucun achat requis, inscription avant le 31 mai à 23h59. Limite d'une inscription par personne.
Apple et le logo Apple sont des marques déposées d'Apple Computer inc., enregistrées aux États-Unis et autres pays.

_QLvol16no16.qxd 4/21/09 7:31 PM Page 3

À LA UNE

L'administration de l'UdeM sort un lapin de son chapeau à la veille des grandes vacances. Surprise, les étudiants débourseront le double, voire le quadruple dans certains cas, de la cotisation automatique non-obligatoire (CANO) pour les frais technologiques. Le quart du montant prélevé ira dans un fonds visant à développer le sentiment d'appartenance et la persévérance. Un dollar par crédit servira à supporter les bibliothèques de l'UdeM. Cette cotisation, bien que volontaire, se retrouvera d'office sur les factures des étudiants à compter de la session d'été. Et même si les frais technologiques s'enrichissent des deniers ainsi prélevés, il sera impossible pour les étudiants de refuser le paiement par Internet. Il leur faudra aller le quémander sur place. Un article à lire en page 6.

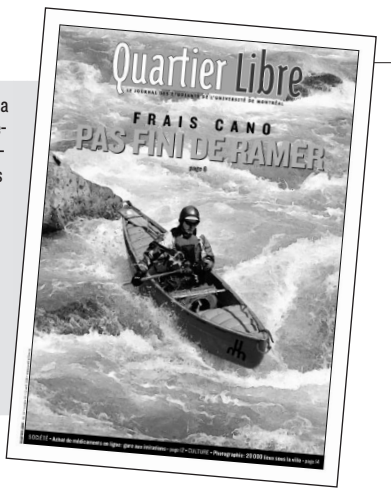
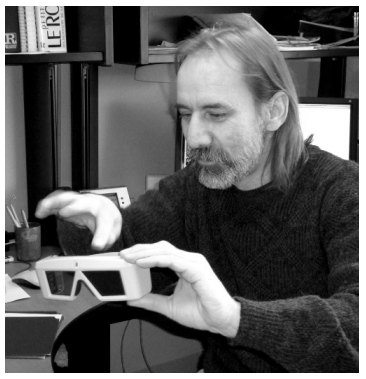


PHOTO DE LA UNE : DAVE ELMORE

SOMMAIRE

CAMPUS

Les meilleurs Carabins honorés ..... p. 4
Tête chercheuse : Benoît Ozell ..... p. 5



Revue de presse universitaire ..... p. 5
Échos de l'AG de CISM ..... p. 5
Hausse surprise des frais CANO ..... p. 6
Le nébuleux destin du 1420 ..... p. 6
Apprendre la coopération internationale ..... p. 7

SOCIÉTÉ

Une « petite frette » en temps de crise ..... p. 10
Réfugiés mexicains :
¡Bienvenidos a Montreal ! ..... p. 11
Pharmacie à deux clics de souris ..... p. 12

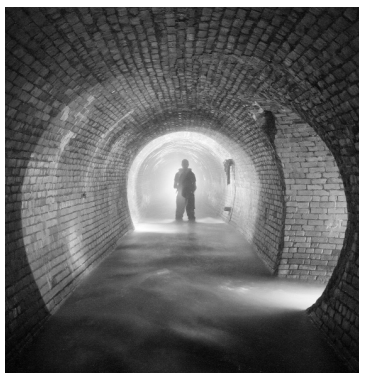
MONDE

Élections monstres en Inde ..... p. 13

Revue de presse internationale ..... p. 13

CULTURE

Photographie :
Trois mètres sous l'asphalte ..... p. 14



Soirée : le fruit défendu ..... p. 15
Le cas Casa ..... p. 16
Entrevue avec Nicolas Dickner ..... p. 17
Les amazones du livre ..... p. 17
BD : vie et mort d'un chat ..... p. 18
Chronique CD : Yeah Yeah Yeahs ..... p. 18

Quartier Libre

RÉDACTEUR EN CHEF
Marc-André Labonté - redac@quartierlibre.ca

CHEFS DE PUPITRE
Campus : Mélanie Marquis
campus@quartierlibre.ca
Société/Monde : Aryanne Besner Quintal
societemonde@quartierlibre.ca
Culture : Constance Tabary
culture@quartierlibre.ca

BÉDÉISTES
Maxime Roy, Jean Frédéric Koné, Zviane

PHOTOGRAPHE
Joël Lemay

JOURNALISTES
Olivier Boisvert-Magnen, Leslie Doumerc, Sasha Campeau, Céline Fabries, Jean-Simon Guay, Julia Haurio, Stéphanie Martel, Samuel Mercier, Charles Mathon, Laurence Niosi, Hugo Prévost, Mélanie Ribot, Stéphane Waffo

CORRECTEURS
Loïc Haméon, Annabelle Moreau, Vincent Riendeau

INFOGRAPHIE
Alexandre Vanasse • info@zirval.com

PUBLICITÉ
Accès-Média (514-524-1182)
www.accesmedia.com

DIRECTEUR GÉNÉRAL
Guillaume Deschênes
directeur@quartierlibre.ca

ADJOINT COMPTABLE
Michael Nguyen Le

IMPRESSION & DISTRIBUTION
Payette & Simms

POUR NOUS JOINDRE
Tél. : 514-343-7630
Courriel : info@quartierlibre.ca
Site Web : www.quartierlibre.ca

Quartier Libre est le journal des étudiants de l'Université de Montréal publié par *Les Publications du Quartier Libre*, une corporation sans but lucratif créée par des étudiants en 1993. Bimensuel, *Quartier Libre* est distribué gratuitement sur tout le campus de l'Université de Montréal et dans ses environs. Son tirage est de 6 000 copies.

Nos bureaux sont situés au :
3200, rue Jean-Brillant (Local B-1274-6)
C.P. 6128, succ. Centre-Ville,
Montréal (Québec) H3T 1N8

Quartier Libre est membre de la Presse universitaire canadienne (PUC/CUP)

Dépôt légal :
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISSN 1198-9416
Tout texte publié dans *Quartier Libre* peut être reproduit avec mention obligatoire de la source.

PROCHAINE PARUTION
Septembre 2009
PROCHAINE TOMBÉE
Août 2009

ÉDITO

PLUS DE SON, PLUS D'IMAGE

Marc-André LABONTÉ

Voilà, une autre année de terminée pour *Quartier Libre*. Une autre année scolaire qui s'évapore en examens de fin de session, sous le signe du renouveau printanier. Quelle joie de pouvoir « repartir à zéro », comme chantait l'autre.

Pour les étudiants, c'est le retour au bon vieil emploi d'été. Pour plusieurs finissants, c'est l'entrée sur le marché du travail. C'est aussi le début et la fin de bien des aventures amoureuses. Mais rassurez-vous, chers lecteurs, tous ces stéréotypes ne sont pas énumérés ici sans raison. À vrai dire, comme la nouvelle équipe d'officiers faécumiens prépare sa stratégie et ses objectifs pour l'exercice 2009-2010, l'Université de Montréal, elle aussi, profite de cette période de nouveauté qu'est le printemps.

Pour ceux qui ont oublié ou qui ignorent ce qui s'en vient, le printemps 2009 signifie la fin du plafonnage imposé à l'UdeM sur ses frais technologiques. Sans utiliser de jargon complexe, cette échéance signifie que les étudiants vont payer davantage dès cet été. Pas de répit pour les défenseurs des étudiants. Les factures seront salées. La FAÉCUM a du pain sur la planche.

Malgré l'augmentation de la cotisation automatique non obligatoire (CANO), qui passe de quatre à huit dollars par crédit, elle demeure remboursable. La tâche ne sera pas non plus facilitée par l'administration de l'UdeM. Le service de remboursement en ligne sera supprimé. Les étudiants devront marcher et user leurs bottines pour récupérer leurs dollars (voir page 6).

Ce que l'Université refuse de dire, pour le moment, c'est à quoi va servir une telle somme ? Est-ce que l'administration irait jusqu'à lier cette hausse des frais technologiques à l'établissement de son réseau Internet sans fil ? Réseau que l'Université promet sans cesse depuis près de trois ans, mais qui ne se concrétise pas. Considérant les sommes qui ont déjà été investies pour réaliser ce projet ambitieux, comment peut-on encore justifier la nécessité d'argent neuf ? Les HEC et l'École Polytechnique, eux, n'ont pas eu tant de problèmes à mettre en marche leur propre réseau.

Dans le fond, en quoi profiterait aux étudiants l'établissement d'un réseau Internet sans fil partout sur le campus ? Avec la popularité actuelle du Web 2.0, est-ce que les professeurs veulent vraiment voir les étudiants clavarder et naviguer sur Facebook ? Leur formation académique risque d'en prendre un coup. Nul doute que, d'un autre côté, les jeunes disposent toujours de leur cellulaire pour s'envoyer des messages textes et s'échanger ainsi de précieuses notes de cours. Encore faut-il que leur téléphone fonctionne au cœur des pavillons de l'UdeM, véritables bunkers. S'ils trouvent leurs cours ennuyants, ils peuvent toujours aller prêter main-forte à la communauté universitaire de l'UQÀM, qui en a bien besoin.

Dans le fond, est-ce que la communauté universitaire éprouve un réel besoin d'être constamment branchée ? Si oui, elle devra payer de sa poche, puisque l'administration semble à court de fonds. Dans le cas contraire, que les détracteurs des nouveaux frais technologiques se fassent entendre ! Qu'ils ferment les écrans, il fait beau dehors. Plus de son, plus d'image.

PHOTO : RENÉ EHRHARDT

double pizza®
514 343•0•343
5002 QUEEN MARY
10% SUR $ 100 ET PLUS
TOUJOURS 2 POUR 1
1453 VAN HORNE
SPÉCIAUX POUR ÉTUDIANTS
LIVRAISON GRATUITE

ÉCOLE DES MAÎTRES
Cours de formation
Barman (aid) et serveur
Rabais étudiant
Référence emplois
514-849-2828
Inscription en ligne
www.bartend.ca

_QLvol16no16.qxd 4/21/09 7:31 PM Page 4

Gala Méritas du sport d'excellence

De gauche à droite, Marc Santerre, entraîneur-chef de l'équipe de football des Carabins, la volleyeuse Laetitia Tchoualack et Jacques Nantel, secrétaire général de HEC Montréal.

PHOTO : PHOTOACTION.CA

L'UdeM RÉCOMPENSE SES SPORTIFS

Le temps était venu pour les Carabins de clore la saison 2008-2009. Dans un amphithéâtre à moitié plein du pavillon Roger-Gaudry, 24 prix ont été décernés aux athlètes les plus méritants de l'UdeM lors du traditionnel gala Méritas du sport d'excellence, le 8 avril dernier.

Stéphane WAFFO

Parés de leurs plus beaux atours, les athlètes avaient délaissé leur traditionnel costume bleu et blanc pour assister à cette 14e cérémonie du sport étudiant de l'UdeM. L'honneur revenait à Jean-François Doré, animateur à la radio de Radio-Canada, de présider la soirée.

Le recteur de l'UdeM, Luc Vinet, assistait pour la première fois à l'évènement. Lors du cocktail précédant le gala, il s'est réjoui de la saison des Carabins et a souligné que le sport d'excellence constitue un *« point de ralliement »* et *« une vitrine pour l'UdeM »*. C'est pourquoi il a exhorté la communauté universitaire à soutenir les athlètes dans leurs rôles de *« modèle »* et de *« locomotive »*.

Paul Krivicky, directeur du CEPSUM, s'est lui aussi dit satisfait de la saison et du cheminement académique des étudiants-athlètes. Partisan de ce qu'il appelle la *« fierté du Bleu »*, M. Krivicky en a profité pour inciter les athlètes à adopter la doctrine *« Yes we can »*, afin de continuer à croire et à progresser.

QUELQUES LAURÉATS

Augustin Nechad (soccer, Polytechnique) et Laetitia Tchoualack (volleyball, HEC Montréal) ont été les deux grands gagnants de la soirée. Ils se sont vu remettre les méritas d'athlète masculin et féminin par excellence de la saison. *« C'est un prix qui récompense le travail de toute l'équipe et des entraîneurs »*, a indiqué Laetitia Tchoualack. Pour une deuxième année, la capitaine de l'équipe de volleyball et récipiendaire du prix de l'athlète universitaire canadien de l'année (Borden-Ladner-Gervais) en 2007-2008, a tenu à vanter les mérites de son équipe.

Dans les autres catégories, Geneviève Prairie-Caron (tennis, psychologie) et Emmanuel André-Morin (volleyball, HEC) ont été nommés meilleurs étudiants-athlètes féminin et masculin. Cette catégorie récompense la capacité à conjuguer avec succès des performances académiques et sportives. Karine Déragon-Jean (badminton, éducation) et Kenny Oshima (volleyball, géographie environnementale), qui se sont particulièrement illustrés au cours de leur première année au sein des Carabins, sont repartis avec les trophées de recrue de l'année.

Quant à Nadine Alphonse (volleyball, éducation physique et santé), elle a reçu le méritas leadership qui salue son engagement exemplaire au sein de la communauté et ses performances sportives et académiques. *« Faire partie des Carabins, c'est un privilège, pas un droit »*, a-t-elle rappelé au cours de la soirée. Membre de l'équipe canadienne de volleyball depuis 2006, Nadine Alphonse devra choisir, l'année prochaine, entre un contrat professionnel en Europe et poursuivre ses études, elle qui vient d'être admise au DESS en éducation à l'UdeM.

Au cours de cette année, tous sports confondus, les Carabins ont récolté sept bannières provinciales (badminton par équipe mixte, ski alpin féminin, soccer féminin intérieur et extérieur, soccer masculin extérieur, tennis féminin et volleyball féminin). Les équipes de soccer et de volleyball féminin ont aussi raflé deux médailles de bronze lors du championnat canadien.

D'AUTRES GAGNANTS DU SPORT D'EXCELLENCE

BADMINTON FÉMININ
Isabelle Mercier-Dalphond (droit)
BADMINTON MASCULIN
François Champagne (médecine)
FOOTBALL
Hantz Boursiquot (sociologie)
GOLF FÉMININ
Jani Fortin (Polytechnique)
GOLF MASCULIN
Antoine Loranger (Polytechnique)
NATATION FÉMININE
Marilou Lépine (psychologie)
NATATION MASCULINE
Maxime Roux-Dubois (urbanisme)
SKI ALPIN FÉMININ
Marie-Pier Podtetenev (HEC Montréal)
SKI ALPIN MASCULIN
Philippe St-Jean (physique)
SOCCER FÉMININ
Véronique Maranda (HEC Montréal)
TENNIS FÉMININ
Céline Bélanger Wauthier (Polytechnique)
TENNIS MASCULIN
Michael Tousignant (Polytechnique)

COURRIER DES LECTEURS

LA JOURNÉE DE LA FEMME : UNE HYPOCRISIE ?

Pourquoi uniquement le 8 mars ? La situation et les luttes des femmes devraient être sujets de l'actualité 365 jours par année.

Le 8 mars 2009, un sondage Segma-*La Presse* indique que neuf Québécoises sur 10 estiment que les femmes ont encore des luttes importantes à mener pour obtenir la pleine reconnaissance de leurs droits. Toutefois, quand on les interroge sur les groupes féministes, pas moins de 47 % des Québécoises les jugent soit dénués d'influence ou d'intérêt, soit totalement dépassés. Pourquoi ?...

Il ne se passe pas une semaine sans que la cause des femmes et le féminisme ne soient attaqués par les médias ou des personnalités publiques sauf… le 8 mars. Les victoires passées sont glorifiées car il s'agit de la meilleure façon de ne pas se questionner sur la situation actuelle. Quelle hypocrisie ! Ne cherchez plus pourquoi la moitié des femmes ne veut pas s'identifier au féminisme alors qu'on n'en parle de façon positive qu'une fois par année.

Nous souhaitons ici réaffirmer l'importance et la pertinence du 8 mars malgré la confusion qui entoure sa célébration. Comme son appellation le montre (Journée de LA femme plutôt que DES femmes), le 8 mars est pour plusieurs l'occasion de célébrer le féminin, l'essence de la femme – d'ailleurs, quelle est-elle ? – plutôt que de souligner le chemin qu'il reste à parcourir pour l'émancipation des femmes, partout dans le monde. Une journée par année pour célébrer la « beauté de la femme » et l'« être merveilleux » qu'elle est en lui offrant des fleurs ou en faisant le ménage n'est pas ce qui permettra d'atteindre l'égalité de fait.

Nous entendons déjà les protestataires s'écrier : « Mais nous l'avons l'égalité ! » En cette journée du 8 mars, nous nous remémorons avec admiration les luttes menées par le mouvement féministe et les femmes qui nous ont précédées. Toutefois, beaucoup oublient que le travail pour éliminer la discrimination systémique envers les femmes ne fait que commencer – comment un siècle et demi de luttes serait suffisant pour effacer toute trace de milliers d'années de subordination ? Il n'y a pas si longtemps, nous n'avions pas le droit de vote, pas de contraception, le viol conjugal n'était pas un crime et les pères ne demandaient jamais la garde des enfants. Aujourd'hui, l'objectification et la marchandisation du corps des femmes, les violences institutionnelles, économiques, conjugales, physiques et sexuelles, sont des problèmes majeurs à régler. Le partage plus équitable des tâches, une réelle conciliation travail-famille pour les deux parents et l'accession complète des femmes aux instances de pouvoir restent des projets à réaliser. Enfin, il ne faut pas oublier la remise en question constante du droit à l'avortement et les obstacles dressés par la droite néolibérale à la réalisation de l'équité salariale et au travail des groupes de femmes. Croyez-vous toujours pertinente une Journée de l'homme, alors qu'on ne penserait jamais, par exemple, célébrer un « Mois des Blancs » ?

Dans un monde idéal nous n'aurions plus besoin du 8 mars. Mais pour l'instant, il s'agit du seul rappel que nous avons de cette lutte inachevée, aussi imparfait soit-il.

À vous toutes et tous de continuer la lutte !

En solidarité,
Campus féministe – Université de Montréal

_QLvol16no16.qxd 4/21/09 7:31 PM Page 5

PHOTO : MÉLANIE MARQUIS

TÊTE CHERCHEUSE : BENOÎT OZELL

COMPRENDRE LE CHINOIS EN UN CLIC

Créer un langage animé universel, c'est le projet sur lequel planchent Benoît Ozell et son équipe. Infographiste au Département de génie informatique et de génie logiciel de l'École Polytechnique, M. Ozell croit aux vertus de la réalité virtuelle pour permettre aux individus de langues différentes de communiquer entre eux.

Leslie DOUMERC

Quartier Libre : Comment l'idée de créer un langage universel animé est-elle née ?

Benoît Ozell : L'idée ne date pas d'hier. Les hommes de Cro-Magnon ne se parlaient pas, mais ils arrivaient déjà à communiquer. Ils se transmettaient le message, *« nous avons fait une bonne chasse »*, en faisant des dessins dans les cavernes. Au fil du temps, on a privilégié le langage parlé comme s'il était le meilleur moyen de communication. Récemment, Unima, une compagnie québécoise spécialisée en création de nouvelles technologies, a eu envie de remettre le visuel au cœur des échanges. Les dirigeants de l'entreprise avaient l'idée, mais pas le savoir-faire technique. Ils nous ont donc consultés pour savoir si cette idée folle était réalisable.

Q. L. : Concrètement, comment cela pourrait-il fonctionner ?

B. O. : Imaginez par exemple un Russe et un Chinois qui désirent communiquer. Ils ne peuvent pas se comprendre avec des mots, mais avec des images, ça fonctionne. Alors, ils vont clavarder dans leur langue respective et l'ordinateur produira une séquence vidéo qui illustrera le texte.

Q. L. : Cela semble relativement simple pour des phrases élémentaires. Mais comment illustrer des ambiguïtés, des sous-entendus ou des sentiments à travers des images ?

B. O. : C'est la partie difficile. Nous avons plusieurs sources d'inspiration pour illustrer un concept abstrait, principalement les idéogrammes chinois. La Chine a peut-être une longueur d'avance sur l'image dans le langage, car beaucoup de ses concepts sont déjà représentés par des métaphores. J'aime citer l'exemple de la bonté. Cette notion s'écrit en idéogramme chinois comme « la façon dont une mère agit avec son enfant », ce qui, pour nous, serait beaucoup plus concret à dessiner. Mais mon but n'est pas de produire une séquence trop réaliste de ce qui a été dit. Nous sommes dans le domaine de la réalité virtuelle, alors on peut se permettre d'ajouter des choses irréelles qui aident à comprendre.

Q. L. : Cette idée de langage universel fait penser à l'espéranto*, qui n'a pas connu un succès fulgurant. Êtes-vous plus optimiste avec le langage animé ?

B. O. : Oui, car on ajoute une notion visuelle. Aujourd'hui, on dit souvent que les langues sont bien plus efficaces pour communiquer des choses complexes. On sous-estime l'apport de l'image, alors que, bien souvent, une image vaut mille mots. Les mots sont riches, mais très linéaires. Quand je formule une phrase, je ne peux pas dire plusieurs choses en même temps, sinon ça devient une cacophonie. Alors que, dans un film, plusieurs choses se passent en même temps, mais on comprend très bien et on est plongé dans une certaine ambiance beaucoup plus rapidement. Ce n'est peut-être pas un hasard si on a deux yeux mais seulement une bouche !

Q. L. : A-t-on besoin de faire preuve d'utopisme quand on se lance dans ce genre de projet ?

B. O. : Mais non, ça va fonctionner ! Une bonne partie des 1,9 millions de dollars nécessaires au financement du projet est déjà assurée et nous avons bon espoir de recevoir une réponse positive rapidement pour le reste de la somme. Cela va permettre d'enclencher le projet et de pouvoir envisager des conversations simples d'ici deux ans et plus complexes dans quatre ans. Ensuite, les recherches vont se spécialiser. Je m'attends à avoir des discussions avec des anthropologues, des linguistes et des artistes. Si on réussit à scénariser du texte, on pourra faire une foule de choses. C'est très motivant et c'est ce qui fait que je peux rester des heures et des heures devant mon écran.

** Langue artificielle créée au XIXe siècle dans le but de faciliter et démocratiser la communication entre personnes de langues différentes.*

Revue de presse universitaire

Exposition controversée

Quelques étudiants masqués de l'Université Concordia ont protesté, le 16 avril, contre une exposition organisée par la Commission des citoyens pour les droits de l'homme (CCDH), une organisation soeur de l'Église de Scientologie. Terrine Friday, rédactrice en chef du journal *The Link*, confirme que l'Université avait jusque-là refusé de se prononcer sur la tenue de cette exposition, alors que de leur côté, les organisateurs se défendent en *« affirmant que la CCDH ne fait pas partie de l'Église de Scientologie »*, selon Terrine Friday. En fait, le lien entre la CCDH et l'Église de Scientologie était timidement établi par la brochure distribuée aux étudiants qui se présentaient à la conférence d'ouverture du 9 avril.

Lors de cette cérémonie, certains étudiants de l'institution ont qualifié l'exposition, qui présentait des images d'Adolf Hitler et des textes accusant la psychiatrie d'être responsable de l'Holocauste, de *« saugrenue »* et de *« ridicule »*. D'autres l'ont applaudie au nom de la liberté d'expression.

Le site Internet de la CCDH stipule que l'organisation a été fondée en 1969 par l'Église de Scientologie, mais qu'elle en est maintenant indépendante, quoique plusieurs de ses membres actuels en fassent toujours partie. (Patricia BLACKBURN)

Source : *The Link* (Université Concordia)

Prescriptions polyglottes

À Toronto, une ville où, selon le dernier rapport de Statistique Canada, plus de 70 % de la population parle une langue maternelle autre que l'anglais, un groupe d'étudiantes en sciences infirmières de l'Université de Ryerson s'est inquiété des conséquences de l'unilinguisme sur les étiquettes des flacons de médicaments.

Selon ces universitaires, les allophones de la Ville Reine devraient avoir accès à des instructions dans la langue de leur choix lorsqu'ils se procurent des médicaments sous prescription. *« Ces gens sont plus susceptibles que les autres d'être hospitalisés parce qu'ils ne savent pas bien lire les instructions qui accompagnent leur médicament »*, a affirmé Marie Riddell, l'une des étudiantes. Les futures infirmières ont donc fait appel au ministère de la Santé de l'Ontario. Selon le système qu'elles ont imaginé, il suffirait de traduire les instructions à partir d'une banque de données informatisée. Les pharmaciens n'auraient ensuite qu'à les imprimer dans la langue de leurs clients. (Patricia BLACKBURN)

Source : *Ryerson Free Press* (Université Ryerson)

Les hauts et les bas de CISM

Pour ses 18 ans, CISM a remporté le prix Station de radio universitaire et collégiale de l'année 2009 – marché central et régional – aux Rencontres de l'ADISQ, le 16 avril. *« J'ai discuté avec quelques personnes qui participaient au vote après la remise des prix, et j'ai réalisé que le marché, qui jugeait autrefois CISM trop difficile, comprend mieux la vocation de la radio »*, explique Jules Hébert, directeur général de la station.

L'an passé, lors de l'Assemblée générale (AG) de CISM, Jules Hébert s'était engagé à augmenter la participation des étudiants de l'UdeM au sein de la programmation de la station radiophonique qui, après tout, se dit « la radio des étudiants et étudiantes de l'UdeM ». Cette année, c'est devant une assemblée réunissant onze personnes que le directeur général de CISM s'est réjoui du fait que 59 % des nouvelles émissions, pour l'année scolaire 2008-2009, soient animées par des étudiants. M. Hébert a confirmé à *Quartier Libre* que sur 70 émissions, 17 étaient animées par des étudiants de l'UdeM. Il n'a toutefois pas souhaité commenter le « quorum moral » qu'a dû adopter l'AG, le jeudi 9 avril, afin de pouvoir tenir la rencontre.

Si Laura Cliche, qui siège au Conseil d'administration de la station, attribue l'impopularité de la rencontre au fait que *« c'est la première fois que l'AG de CISM ne se passe pas après le Congrès annuel de la FAÉCUM »*, force est de constater que les AG ne font pas courir les étudiant udemiens. L'an passé, la cinquantaine de participants était surtout composée de délégués de la FAÉCUM qui sortaient de leur Congrès annuel. Tous les étudiants de l'UdeM peuvent participer aux AG de CISM. D'ailleurs, Laura Cliche explique que *« des invitations devaient être envoyées par courriel en masse »*, mais que le système informatique de l'UdeM a éprouvé des difficultés techniques. **(Mélanie MARQUIS)**

_QLvol16no16.qxd 4/21/09 7:31 PM Page 6

Les cotisations étudiantes majorées

QUITTE OU DOUBLE

Les étudiants de l'UdeM devront payer plus cher dès le 4 mai. La cotisation automatique non obligatoire (CANO) concernant les frais technologiques a été doublée et remodelée. Une mesure qui fait bondir non seulement la facture étudiante, mais aussi la FAÉCUM, exclue des négociations par l'Université.

Mélanie MARQUIS

Stupeur et étonnement. Le Comité exécutif de l'UdeM a décidé, le mardi 14 avril, d'abolir la cotisation automatique non-obligatoire (CANO) pour les frais technologiques et de la faire renaître de ses cendres sous la forme d'une nouvelle (CANO) pour les « frais technologiques et de soutien ». La mesure, qui entrera en vigueur à compter de la session d'été 2009, fera bondir de quatre à huit dollars – pour chaque crédit – le montant à débourser par les étudiants de l'UdeM.

Du même souffle, pour des raisons nébuleuses, l'administration de l'UdeM dépossède les étudiants de leur droit de refuser de cotiser en remplissant un formulaire électronique par Internet, comme cela était possible depuis la session d'automne 2008. *« C'est facile de faire deux clics sur Internet dans son salon afin de refuser de payer*, estime Alexandre Chabot, vice-recteur adjoint à la vie étudiante de l'UdeM. *On veut pouvoir expliquer aux étudiants qui se présentent sur place à quoi servent ces frais. »*

Ainsi, les étudiants qui souhaitent un remboursement devront se présenter en personne à l'Université - possiblement au pavillon J.-A. De Sève. Possiblement, car même si c'est une *« question de jours »* avant que les nouvelles mesures ne soient mises en place, *« les modalités restent à déterminer »*, explique M. Chabot. Ce dernier se réjouit par ailleurs du fait que *« la beauté des frais CANO »*, c'est que *« les étudiants qui ont les moyens paient »*, tandis que les autres *« pourront se désister comme dans le passé »*.

LE PLAFOND TOMBE

Comme l'annonçait Sylvie Bonesso, responsable des droits de scolarité, dans un courriel envoyé le 15 avril auquel *Quartier Libre* a eu accès, le montant de la nouvelle cotisation *« est fixé à 8 dollars le crédit sans maximum de crédits »*. Une information corroborée par Alexandre Chabot, le 21 avril.

L'enjeu est de taille pour un bon nombre d'étudiants de l'UdeM. C'est le cas, notamment, des externes de 3e année à la Faculté de médecine, qui *« font jusqu'à 60 crédits par année »*, selon Francyne Poulin, adjointe au vice-doyen aux études médicales de 1er cycle à l'UdeM. L'année prochaine, le montant à défrayer par ces étudiants quadruplera **[voir encadré]** par rapport à celui déboursé au cours de l'année scolaire 2008-2009.

LA FAÉCUM S'EN VA-T-EN GUERRE

De son côté, la FAÉCUM remet sérieusement en cause le processus décisionnel ayant mené à cette majoration de la cotisation étudiante. Selon Nicolas Descroix, *« toutes les hausses de frais devraient d'abord être discutées au sein du Comité consultatif sur les mesures financières relatives aux étudiants* [CCMFRE] », ce que confirme le *vade-mecum* du Comité exécutif. Disponible sur le site Internet de l'UdeM, ce document stipule que le CCMFRE a le mandat *« d'émettre un avis »* sur les mesures relatives aux frais payables à l'Université par les étudiants. Cependant, le CCMFRE *« ne s'est pas réuni une fois, cette année »*, affirme Nicolas Descroix.

Le vice-recteur adjoint confirme que la FAÉCUM *« n'a pas eu son mot à dire dans ce dossier-là »*, mais demeure catégorique quant à la validité de la décision prise par le Comité exécutif. *« Ultimement, c'est l'UdeM qui décide »*, tranche M. Chabot.

Pour sa part, Nicolas Descroix estime que le Conseil exécutif a agi précipitamment. *« Ils ne sont pas prêts »*, déclare-t-il. La FAÉCUM, elle, se dit prête. Elle envisage déjà organiser des activités pour la rentrée estivale dans le cadre de son plan d'action contre la majoration des frais technologiques. *« On pense faire des activités du genre ˝Retirez votre CANO et obtenez un hot-dog˝ »*, avance Nicolas Descroix.

Environ 30 % des étudiants se sont prévalus de leur droit de retrait sur Internet, cette année. Reste à savoir s'ils se déplaceront, faute d'autres options, feront la queue et demanderont à être remboursés.

La facture

- **Coût annuel des CANO pour un étudiant à temps plein (5 cours) (2008-2009) : 120 $**
- **Coût annuel des CANO pour un étudiant à temps plein (5 cours) (2009-2010) : 240 $**
- **Coût annuel des CANO pour un étudiant en année préparatoire à la Faculté de médecine (2008-2009) : 120 $ ***
- **Coût annuel des CANO pour un étudiant en année préparatoire à la Faculté de médecine (2008-2009) : 480 $ ****

* Montant plafonné pour les étudiants inscrits à plus de 15 crédits.
** Montant prévu si les frais ne sont plus plafonnés, tel que proposé par le Comité exécutif

Autopsie de la nouvelle CANO

- **5 $ pour les frais technologiques**
- **2 $ pour un fonds visant à développer le sentiment d'appartenance et la persévérance**
- **1 $ pour les bibliothèques de l'UdeM**

(Source : Alexandre Chabot)

Le 1420 Mont-Royal, édifice patrimonial ?

PLAN DE SAUVETAGE IMMOBILIER

Le bras de fer se durcit entre l'administration de l'UdeM et les opposants à la vente du bâtiment sis au 1420, Mont-Royal Ouest. Des professeurs tentent le tout pour le tout pour annuler la promesse de vente consentie par l'UdeM au promoteur F. Catania.

Charles MATHON

Des professeurs de l'UdeM ont rendu publique, le 14 avril, leur demande de reconnaissance et de classement du pavillon 1420, Mont-Royal en bien culturel. Un grand coup pour contrer la vente de l'ancien couvent des sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie au promoteur F. Catania. *« Notre intention est de bloquer la vente et d'empêcher l'UdeM de vendre le bâtiment »*, a déclaré Daniel Turp, professeur à la Faculté de droit et membre du rassemblement pour la sauvegarde du pavillon 1420, Mont-Royal.

La même journée, Paolo Catania, président du conseil et chef de la direction de F. Catania, a appuyé la demande de reconnaissance de l'ancien couvent en bien culturel. *« Le classement de ce magnifique bâtiment est tout à fait compatible avec sa vente et notre projet de le convertir en résidences de prestige »*, a déclaré M. Catania. Le projet prévoit effectivement la préservation de la chapelle, de l'orgue et des œuvres d'art, dont plusieurs toiles et un important vitrail.

> **Le 1420, il faudrait que ça reste un bâtiment à caractère institutionnel**
>
> **Thomas Mulcair**
> Député fédéral d'Outremont (NPD)

Selon Jean Bissonnette, directeur du patrimoine et de la muséologie au ministère de la Culture, la vente du bâtiment peut être effectuée avant les résultats d'une demande de classement. Le propriétaire n'est pas libre pour autant : *« Il y a des biens qui ont une demande de classement et qui sont déjà protégés. On peut penser à l'arrondissement historique et naturel du Mont-Royal, qui protège les éléments extérieurs de l'ensemble des bâtiments. »* Jean Bissonnette croit que l'étude d'une demande de classement peut prendre plusieurs mois, dans certains cas jusqu'à une année.

UNE OPPOSITION GRANDISSANTE

Depuis le dépôt des mémoires aux consultations de l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM), qui ont eu lieu du 9 au 11 mars, de nombreux citoyens de l'arrondissement d'Outremont et de Montréal ont exprimé leur désaccord quant au changement de vocation de l'ancien bâtiment des sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie. Richard Bergeron, chef de Projet Montréal et urbaniste de profession, est l'auteur d'un des 37 mémoires déposés. Il souhaite bloquer le processus en cours : *« On recommande à la Ville et à l'arrondissement de ne pas accorder le changement de zonage demandé conjointement par l'UdeM et le promoteur. C'est un immeuble institutionnel voué à l'enseignement. »* Selon M. Bergeron, l'UdeM a manqué à sa promesse de conserver la vocation d'enseignement du bâtiment. *« Quand les sœurs l'ont mis en vente, elles ont reçu douze propositions. Celle de l'université n'était pas la plus avantageuse. Mais elles ont choisi de vendre à l'Université afin que la mission d'enseignement de l'immeuble soit préservée »*, explique Richard Bergeron.

Thomas Mulcair, député fédéral d'Outremont, s'ajoute à la liste des opposants au projet, comme il l'a confirmé lors de son passage à l'UdeM, le 19 mars. *« Le 1420, il faudrait que ça reste un bâtiment à caractère institutionnel »*, a déclaré le néo-démocrate.

Selon Guy Breton, vice-recteur exécutif de l'UdeM, les sœurs ne sont pas contre le projet de vente puisqu'elles lui ont indiqué qu'elles souhaitaient que les œuvres et la chapelle de l'ancien couvent soient conservées et entretenues. Après plusieurs appels, Lise Marleau, supérieure des sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie n'a pas souhaité répondre aux questions de *Quartier Libre*.

L'OCPM devrait rendre publiques à la mi-juin ses recommandations quant à la réaffectation du bâtiment du 1420, Mont-Royal Ouest.

_QLvol16no16.qxd 4/21/09 7:31 PM Page 7

Certificat de coopération internationale

EXIT L'AMATEURISME

Les membres de l'association humanitaire française l'Arche de Zoé ont été accusés, en 2007, d'avoir enlevé au Tchad des enfants soudanais alors qu'ils pensaient secourir des orphelins du Darfour. Cette histoire a mis en lumière les possibles dérives de l'amateurisme humanitaire et a réaffirmé la nécessité de former les coopérants.

Leslie DOUMERC et Julia HAURIO

Les organisations non gouvernementales (ONG) recherchent de plus en plus des coopérants ayant une expertise en développement et en action humanitaire. À l'UdeM, un certificat offre depuis un an et demi un programme en coopération internationale. *« Réagir face à la complexité du monde et des relations internationales, à la complexité du rapport à l'autre et du croisement des cultures, cela s'apprend »*, explique Bruno Ronfard, responsable de ce programme offert à la Faculté de l'éducation permanente (FEP). Élaboré en consultation avec des ONG québécoises, *« c'est ce qui fait sa force, sa richesse et son originalité »*, lance le directeur du programme.

Le certificat compte à ce jour environ 450 étudiants inscrits. Ils sont âgés entre 21 et 70 ans et issus de diverses domaines, de la comptabilité au travail social, même si les secteurs de la santé et de l'éducation sont les plus représentés. *« Ça enrichit le certificat d'avoir des gens qui ont des parcours atypiques, on ne veut pas former un type unique de coopérant »*, ajoute M. Ronfard.

> **Quelqu'un qui a passé deux ans en Afrique aura plus de chances d'être retenu que quelqu'un qui a étudié au certificat**
>
> **Jean-Philippe Labrecque**
> Chargé de programme de l'ONG Solidarité Union Coopération (SUCO)

Et qu'en pensent les ONG ? Pour sa part, Anne Loranger-King, coordinatrice du volet « Honduras » de l'ONG canadienne Mer et Monde, un organisme d'initiation à la coopération internationale, a bien accueilli la création d'une formation universitaire dans leur domaine, même si elle se demande *« quel genre de coopérants ce programme va donner »*.

UNE PLUS-VALUE, PAS UN PASSE-PARTOUT

Si Jean-Philippe Labrecque, chargé de programme de l'ONG Solidarité Union Coopération (SUCO) concède qu'un étudiant du certificat a décidément un avantage sur un autre candidat, ce diplôme n'est pas pour autant un passe-partout : *« Quelqu'un qui a passé deux ans en Afrique aura plus de chances d'être retenu que quelqu'un qui a étudié au certificat. »* À son avis, mieux vaut posséder une formation initiale dans un domaine particulier avant de débuter le programme. *« Pour un projet agro-environnemental, on ira d'abord chercher un diplômé en agronomie. En fait, l'idéal serait un agronome qui ait fait le certificat »*, estime M. Labrecque.

Michel Varet, directeur du développement et des relations publiques d'Oxfam Québec abonde dans le même sens : *« N'importe quel diplôme ne remplacera jamais une expérience. »* Selon M. Varet, les besoins du secteur de la coopération internationale se sont affinés au fil des ans. *« Dans les années 1970, tout le monde pouvait faire de l'humanitaire. Maintenant, nos partenaires recherchent des profils très spécialisés, comme des conseillers en développement de projet, par exemple. »*

Malgré quelques balbutiements de jeunesse, le certificat en coopération internationale connaît déjà un vif succès auprès des étudiants. Pour l'instant, la priorité de Bruno Ronfard est de consolider et d'enrichir la structure des cours offerts, ainsi que de bâtir l'identité du certificat. Dans cette perspective, deux étudiantes du programme organisent un premier café-rencontre avec des acteurs du milieu humanitaire à la Brunante, le 24 avril, au pavillon 3200, Jean-Brillant, de 18 h 30 à 20 h 00. Ce sera l'occasion de discuter avec des intervenants du milieu, dont une diplômée du certificat qui a fondé sa propre ONG.

Tous les chemins mènent au CERTIFICAT

Témoignages recueillis par Leslie DOUMERC et Julia HAURIO

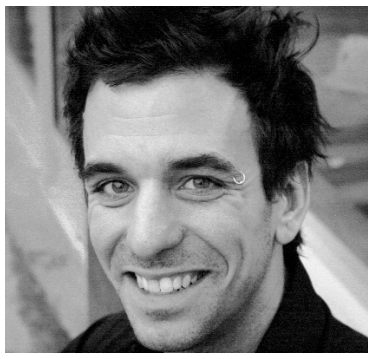
Roxane Lorrain
21 ans

- « Cégep vert » à Bois-de-Boulogne (formation au développement responsable et durable).
- Missions humanitaires pour l'ONG Mer et Monde au Sénégal et au Honduras.
- Formatrice pour l'ONG Mer et Monde.

⊕ : *« Les cours apportent de solides connaissances théoriques pour quelqu'un qui n'a fait que du terrain. »*

⊖ : *« Le contenu des cours se recoupe un peu, il n'y a pas assez de concertation entre les professeurs. »*

PROJETS : *« Je veux continuer à être formatrice tout en poussant mes études plus loin, peut-être en anthropologie. »*



Francis Paquette
28 ans

- Attestation d'études collégiales (AEC) en tourisme d'aventure.
- Paysagiste, pisteur et secouriste de montagne.
- Tour du monde en tant que guide touristique.

⊕ : *« Je n'avais aucune base universitaire, c'est un programme qui donne sa chance à des parcours atypiques, comme le mien. »*

⊖ : *« Les matières sont variées, mais pas les enseignants. J'ai cinq cours avec le même professeur ! »*

PROJETS : *« Je vais passer six semaines au Vietnam pour faire du tourisme d'aventure puis cinq semaines en Russie pour un projet de documentaire. Ensuite, je voudrais faire un stage en humanitaire. »*

Karine St-Jean
29 ans

- Études en sciences infirmières, Baccalauréat en enseignement primaire.
- Voyage humanitaire au Nicaragua, stage d'enseignement au Burkina Faso.
- Institutrice dans le Grand Nord canadien pendant deux ans.

⊕ : *« Il y a une grande diversité d'étudiants, les interventions en classe sont toujours intéressantes. »*

⊖ : *« Cette diversité entraîne aussi de gros écarts entre les connaissances de chacun. Le même cours peut être trop facile pour certains et trop difficile pour d'autres. »*

PROJETS : *« Comme je ne prends qu'un cours par session, je suis loin de finir le certificat ! Mais idéalement, mon but serait de concilier au maximum l'enseignement et la coopération internationale. »*

Félicien Ntakiyimana
47 ans

- Études en littérature et en sciences sociales (démographie), professeur de langues et traducteur au Rwanda.
- Chargé de protection de l'enfance pour diverses ONG au Tchad, au Congo et au Rwanda.
- Arrivé au Canada en 2005 comme réfugié politique.

⊕ : *« Les professeurs sont des professionnels venant d'horizons variés, ce qui offre une bonne diversité de points de vue. »*

⊖ : *« Selon moi, le programme devrait offrir des spécialisations qui favoriseraient l'approfondissement de la matière, car certains cours n'offrent qu'un survol. »*

PROJETS : *« Je poursuis également des études en gestion et ressources humaines, j'espère que ces diplômes canadiens m'ouvriront la porte d'emplois dans le secteur du travail communautaire ou des droits humains. »*

Monique Richard
59 ans

- Négociatrice dans le milieu syndical pendant 24 ans.
- Maîtrise en relations industrielles.
- Médiatrice et formatrice pour le ministère du Travail provincial.

⊕ : *« C'est un programme très branché sur la réalité et très dynamique avec une clientèle multiculturelle et des professeurs qui encouragent à interagir. »*

⊖ : *« Il y a beaucoup de travail de groupe et pas assez de temps qui lui est consacré en classe pour s'organiser. »*

PROJETS : *« Mon conjoint suit aussi ce certificat car nous souhaitons profiter de notre retraite pour faire de la coopération. »*

PHOTOS : LESLIE DOUMERC ET JULIA HAURIO

_QLvol16no16.qxd 4/21/09 7:31 PM Page 8

FAÉCUM
www.faecum.qc.ca

FÉDÉRATION DES ASSOCIATIONS ÉTUDIANTES

Tu es inscrit à une session d'été?

Vérifie ta facture! De nouveaux frais arrivent!

Comment t'en désister ? informe toi auprès de ton association étudiante ou de la FAÉCUM.

8 $/crédit te seront facturés dès cet été pour des frais technologiques et de soutien.

3200, rue Jean-Brillant, local B-1265, Montréal (Québec) H3T 1N8 • www.faecum.qc.ca

Le contenu des pages de la FAÉCUM est indépendant de la ligne éditoriale de *Quartier Libre*

_QLvol16no16.qxd 4/21/09 7:31 PM Page 9

DU CAMPUS DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

FAÉCUM
www.faecum.qc.ca

Règlements de l'Université
et droit civil général

Interprétation et application
Assistance et conseil
pour les étudiants

Conseiller en règlements

Service gratuit
Confidentialité

3200 Jean-Brillant, local B-1265
514.343.5947

FAÉCUM

Téléphone : 514-343-5947 • Télécopieur : 514-343-7690 • Courriel : info@faecum.qc.ca

_QLvol16no16.qxd 4/21/09 7:31 PM Page 10

BRASSER DE BONNES AFFAIRES

Mauvaise pour les affaires, la récession ? Dans la grande région de Montréal, des microbrasseurs profitent de l'économie morose pour faire mousser leurs ventes de bière et mieux faire connaître leurs produits.

Hugo PRÉVOST

Au Québec, la tourmente économique qui sévit actuellement ne semble épargner aucun secteur de l'économie, sauf, peut-être, celui des boissons à base de houblon. En effet, des microbrasseurs de la région métropolitaine, tels que les Brasseurs de Montréal, Au Maître Brasseur et les Brasseurs du Nord, ne sont peu ou pas affectés par la crise. Un constat surprenant, lorsque l'on observe la situation des grands brasseurs canadiens comme Molson Coors, qui a récemment annoncé des centaines de coupures de postes, dont 120 mises à pied à l'usine montréalaise de la rue Notre-Dame.

À l'échelle internationale, le bilan des grands noms de l'industrie n'est pas des plus reluisants. Anheuser-Busch InBev, le plus grand brasseur du monde, a vu son volume de vente diminuer de près de 1 % en 2008, malgré une hausse des profits due en partie à des hausses de prix. En France, la populaire bière néerlandaise Heineken est parvenue à se hisser au premier rang en terme de chiffre d'affaires, malgré une diminution de près de 5 % de la consommation à domicile et une baisse de 12 % de la consommation dans les cafés, les restaurants et les bars.

Qu'est-ce qui explique, alors, la hausse des ventes chez les microbrasseurs du Québec ? *« Le marché est différent »*, répond Pascal Desbiens, président d'Au Maître Brasseur, une microbrasserie située à Laval. *« On ne se livre pas à une guerre de prix, c'est la qualité du produit qui est en cause »*, explique-t-il.

Aux Brasseurs du Nord, créateurs de la bière Boréale, la présidente Laura Urtnowski affirme que les difficultés financières des grandes brasseries ne sont pas dues à une baisse des ventes, mais à une hausse des coûts de production : *« Le houblon, la vitre, les canettes, tout a augmenté. De plus, les grandes compagnies se sont rachetées entre elles, ce qui a endetté les géants qui sont apparus. »* Selon elle, les difficultés des grands brasseurs sculptent en quelque sorte le marché des microbrasseurs. *« Leurs actions affectent nos ventes ; leurs promotions, par exemple, réduisent notre espace commercial chez les détaillants »*, souligne Mme Urtnowski. Or, en temps de crise financière, leurs investissements tendent à diminuer, laissant plus de place aux microbrasseries.

PHOTO : JOËL LEMAY

Stéphane Laroche, propriétaire de la Chope à Barrock, affirme que les ventes se maintiennent malgré la crise économique.

Du côté des Brasseurs de Montréal, qui ont ouvert leurs portes il y a moins d'un an à Griffintown, le vice-président de l'entreprise, Marc-André Gauvreau, croit que le succès des microbrasseries passe par le développement croissant de leur marché. *« Ce ne sont pas des conditions* [économiques] *normales*, explique-t-il, *mais je continue à remplir des tablettes, j'ai de nouveaux clients et nous profitons du restaurant pour nous faire connaître. »*

Peu importe leurs techniques de vente, les microbrasseurs s'entendent pour dire que c'est la petite taille de leur entreprise qui garantit, en quelque sorte, le maintien et l'augmentation de leur chiffre d'affaires. Malgré une légère baisse des ventes pour la consommation sur place, dans les restaurants et les bars en 2008, les entreprises arrivent à tirer leur épingle du jeu en raison de la forte demande des dépanneurs et des particuliers. À titre d'exemple, M. Desbiens, président d'Au Maître Brasseur, compte bien d'ici peu tripler sa capacité de production pour répondre aux besoins du marché.

ET LA BIÈRE MAISON, ELLE ?

À la Chope à Barrock, un magasin montréalais spécialisé dans la vente de matières premières nécessaires à la fabrication de bière et de vin maison, on ne ressent pas non plus les effets de la crise économique. Selon le propriétaire, Stéphane Laroche, les ventes se maintiennent à *« un rythme de croisière »*, malgré le marché relativement restreint auquel ses produits s'adressent. En effet, avec un investissement initial variant entre 150 et 500 dollars pour l'achat d'équipement essentiel au brassage, la fabrication de bière maison ne convient pas à toutes les bourses. *« C'est un segment de marché assez particulier, voire marginal »*, explique-t-il, en ajoutant que les gens voient surtout la fabrication domestique d'alcool comme un loisir.

L'industrie artisanale de la bière se porterait donc bien pour certains brasseurs dans la région montréalaise. « [La croyance veut que] *les gens sont toujours portés à boire plus de bière lors d'une récession »*, s'esclaffe Marc-André Gauvreau. Si cela est véritablement le cas, les microbrasseries n'ont pas fini de brasser de bonnes affaires.

| NOUVEAU |

DÉVELOPPEMENT SOCIAL + COLLECTE DE FONDS + DONS MAJEURS ET PLANIFIÉS + RELATIONS AVEC LES MILIEUX

Certificat en gestion philanthropique

AUTOMNE 2009 514 343.6090 | 1 800 363.8876

www.fep.umontreal.ca/gestionphilanthropique

Faculté de l'éducation permanente
La faculté d'évoluer

Université de Montréal

_QLvol16no16.qxd 4/21/09 7:31 PM Page 11

PHOTO : GLOBAL TRIBE

MONTRÉAL NOUVEL ASILE POUR LES MEXICAINS

Le nombre de demandeurs d'asile d'origine mexicaine a considérablement augmenté au Canada depuis deux ans et le Québec est leur première destination. *Quartier Libre* a enquêté sur le long parcours qui attend ces réfugiés une fois la frontière franchie.

Charles MATHON

Au Québec, entre 2007 et 2008, le nombre de demandes d'asile a considérablement augmenté, passant de 4042 à 5918, selon les chiffres de la Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes (TCRI). Dans la majorité des cas, les demandes se font à Montréal : *« du jamais vu »*, selon Stéphane Reichold, président de la TCRI.

Marian Shermarke, conseillère clinique en immigration au Service d'aide aux réfugiés et aux immigrants du Montréal métropolitain (SARIMM), avoue elle aussi être dépassée par cette augmentation faramineuse du nombre de réfugiés à Montréal. *« Il y a deux ans, nous n'étions que cinq et nous sommes passés à huit ou neuf intervenants. Nous recevons chaque jour plus de 80 réfugiés* [dont plusieurs sont] *effectivement Mexicains. »*

Fernando* est l'un d'eux. Arrivé à Montréal l'année dernière, il a quitté le Mexique afin de fuir la violence qu'il vivait dans son pays. *« J'ai eu des problèmes avec une personne très influente dans mon État et j'ai dû me mettre à l'abri ici, vu que ma vie était en danger »*, explique-t-il. L'homme a été rejoint par sa famille l'hiver dernier. Aujourd'hui, les cris de ses enfants, les yeux rivés sur un dessin animé en espagnol, lui font oublier un passé difficile : *« J'ai eu non seulement des menaces de mort, mais je me suis aussi fait agresser par des individus qui étaient des policiers de ma province. »*

Dans la plupart des demandes d'asile provenant de Mexicains, la violence des narcotrafiquants est l'un des motifs évoqués. Il n'est toutefois pas encore possible de confirmer si cette raison justifie, à elle seule, l'augmentation du nombre de réfugiés mexicains au Canada. *« Comme la grande majorité des demandeurs d'asile ne sont pas encore passés à la Commission de l'immigration, on ne sait pas encore. Mais il y en a certains qui ont été acceptés pour ce motif. Il y a une réalité »*, explique Stéphane Reichold de la TCRI.

FAUSSES PROMESSES

Outre la violence qu'ils vivent dans leur pays, plusieurs Mexicains tentent également d'entrer au Canada après avoir été embobinés par de fausses publicités leur promettant, en l'échange d'une somme, un billet d'avion pour Montréal et, à leur arrivée, un emploi garanti. *« Ces entreprises trompent le monde, car elles ne peuvent garantir un emploi à l'étranger. Elles volent les gens en leur faisant croire qu'ils peuvent venir travailler au Canada »*, explique Fernando, qui se souvient avoir vu ces publicités dans plusieurs journaux au Mexique.

Pour contrer ce problème, le gouvernement canadien a récemment mis en place une série de mesures visant à combattre la fraude. Selon Jacqueline Roby, responsable des communications à Citoyenneté et Immigration Canada, *« au mois d'août dernier, la mission à Mexico a créé un poste d'agent de lutte antifraude qui collabore avec le gouvernement mexicain »*. Par ailleurs, le 10 mars dernier, le ministre canadien de l'Immigration, Jason Kenney, annonçait également le lancement d'une vidéo de mise en garde contre les représentants malhonnêtes qui offrent des services d'immigration. Si des versions multilingues doivent être distribuées dans les diverses instances gouvernementales à l'étranger, aucune version en espagnol de la vidéo n'a encore été postée sur le site Internet de Citoyenneté et Immigration Canada. Il est toutefois possible d'accéder à des mises en garde écrites en langue espagnole sur le site Internet de l'Ambassade du Canada au Mexique.

UN PARCOURS LONG ET COMPLEXE

Un long processus attend les réfugiés à leur arrivée au Canada. Après avoir revendiqué le statut de réfugié à l'aéroport, un processus souvent laborieux, le Service d'aide aux réfugiés et aux immigrants du Montréal métropolitain évalue les ressources financières des nouveaux arrivants et leur propose une évaluation médico-sociale. *« Si nécessaire, ils sont dirigés vers le YMCA du centre-ville qui pourra les loger, ou bien on les aide à trouver un logement et un travail »*, explique Marian Shermake. Les demandeurs d'asiles peuvent aussi demander l'aide sociale en attendant l'étude de leur dossier par la Commission de l'immigration et du statut de réfugié, car l'obtention d'un permis de travail peut prendre plusieurs mois. La réponse à la demande d'asile peut, quant à elle, prendre de deux à trois ans.

En attendant l'acceptation du statut de réfugié, les Mexicains nouvellement arrivés au Canada tentent de survivre. Pour Stéphane Reichold, il est difficile de savoir ce qu'ils deviennent. *« L'augmentation des demandes crée une pression sur les services. Chacun se débrouille, il y a de grandes difficultés. On les voit très peu, on ne sait pas trop ce qu'ils font »*, admet-il. Selon ses dires, certains repartent avant même que leur demande d'asile ne soit traitée ou font tout simplement le choix d'aller plus au Sud. *« Aux États-Unis, on peut plus facilement vivre dans l'illégalité, travailler, avoir un permis de conduire. Cela fait partie du système. Alors qu'au Canada, à cause du réseau social et de la manière dont la société est organisée, cela est beaucoup plus difficile »*, explique M. Reichold.

Pour Fernando, malgré les embûches, réclamer le statut de réfugié en valait le coût : *« Au niveau du travail, c'est dur d'en trouver, surtout l'hiver, mais au moins c'est tranquille quand on sort dehors et il y a un bon futur pour ma famille. »* L'homme, qui dit avoir obtenu quelques contrats ici et là, demeure optimiste et devrait recevoir une réponse de la Commission de l'immigration d'ici deux ans.

* nom fictif

Amateurs de hockey
c'est à la Brunante que ça se passe
avec la promo "fan du hockey"
Avant un match du Canadien, prédis le score final et reçois une surprise !
Café - Bar La Brunante
Pavillon Jean-Brillant, local C-2326 – 514-343-6111 poste 1232
site web: www.labrunante.com – courriel : labrunante@ageefep.qc.ca

_QLvol16no16.qxd 4/21/09 7:31 PM Page 12

PHOTO : D70FOCUS

ACHAT DE MÉDICAMENTS EN LIGNE

PHARMACIE.COM

Internet a atteint le secteur de l'industrie pharmaceutique. Maintenant, plus besoin de se déplacer pour une sinusite ou une migraine, le pharmacien est à quelques clics de souris. Mais l'heure est à la prudence. En 2006, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) estimait qu'un médicament vendu en ligne sur deux était contrefait.

Stéphane WAFFO

L'industrie des produits pharmaceutiques et des médicaments demeure l'une des plus rentables au monde. Selon le site Internet pharmactua.com, le marché pharmaceutique mondial aurait connu une augmentation de 11 % en 2008, pour atteindre près de 700 milliards de dollars. Quant au marché canadien, il serait estimé à plus de 18 milliards de dollars, soit 3 % du marché mondial.

Christine O'Doherty, avocate et professeure à la Faculté de pharmacie de l'Université de Montréal, explique que *« différentes dispositions légales interdisent l'exportation de médicaments en Amérique du Nord »*. C'est le cas de la Loi américaine sur les aliments et les drogues, la Loi sur la réglementation des médicaments et des pharmacies en Ontario ou de la Loi sur la pharmacie au Québec.

En 2007 des médicaments achetés d'une fausse pharmacie en ligne ont causé la mort d'une femme de Vancouver

Au Canada, la responsabilité d'accorder des licences aux pharmacies qui veulent s'installer sur Internet incombe aux organismes provinciaux. Au Québec, c'est l'Ordre des pharmaciens du Québec (OPQ) qui en est garant. Michel Caron, pharmacien et adjoint professionnel à l'OPQ explique que la vente de médicaments en ligne est un enjeu important pour son organisation. S'il est d'avis qu'il s'agit aujourd'hui d'une *« tendance mondiale »*, M. Caron croit qu'*« un médicament n'est pas un bien de consommation comme un autre »*. Selon lui, les conséquences de la vente de médicaments en ligne ne peuvent être que *« désastreuses »*. C'est pourquoi, au Québec, *« on privilégie les pharmaciens plutôt que la vente en ligne »*, indique-t-il. Toutefois, M. Caron souligne que la possibilité d'obtenir des médicaments sur le Web existe dans d'autres provinces canadiennes, comme le Manitoba.

Canadadrugs.com est l'une de ces pharmacies. Ouverte depuis huit ans, l'entreprise dont le siège social est situé à Winnipeg est l'un des chefs de file mondiaux de l'approvisionnement de médicaments en ligne. Selon son directeur de commerce électronique, Brock Gunter-Smith, Canadadrugs. com est une pharmacie légale disposant de toutes les licences nécessaires à la vente en ligne au Canada. Il en est de même aux États-Unis comme le souligne M. Gunter-Smith : *« Notre compagnie a été inspectée et approuvée par Pharmacy Checker, une organisation américaine d'accréditation de pharmacies* [en ligne]. » Pour obtenir le sceau du programme américain de vérification de *Pharmacy Checker*, les entreprises doivent exiger des ordonnances originales, offrir une politique de confidentialité à tous leurs patients et garantir des transactions sécuritaires.

HABITUDE AMÉRICAINE

André Picard, journaliste expert dans le domaine de la santé pour le quotidien *Globe and Mail*, s'est intéressé à la vente en ligne de médicaments, et ce, dès le début des années 2000. Selon lui, *« les clients* [des pharmacies en ligne] *sont presque uniquement Américains, car* [aux États-Unis] *les médicaments sont beaucoup plus chers qu'au Canada »*. Un constat que partage aussi M. Gunter-Smith de CanadaDrugs.com. En moyenne, ajoute-t-il, *« nos clients américains peuvent épargner jusqu'à 75 % sur leurs achats de médicaments »*.

Les citoyens américains ne sont pourtant pas les seuls à avoir recours aux services des pharmacies en ligne. *« Depuis quelques années, nous avons vu une augmentation drastique de patients venant d'Europe et d'Asie »*, explique M. Gunter-Smith. En effet, plusieurs pays de l'Union européenne permettent la vente en ligne de médicaments. C'est le cas de l'Allemagne, des Pays-Bas et du Danemark. Comme ailleurs, les risques sont non négligeables. En juin 2008, l'Alliance européenne pour l'accès à des médicaments sûrs (l'EAASM) rendait public un rapport accablant : près de 95 % des pharmacies en ligne travaillaient en toute illégalité et six médicaments vendus sur dix étaient soit contrefaits, soit faux ou encore des imitations de piètre qualité.

PRUDENCE ET VIGILANCE

Au Canada, c'est en mars 2007 qu'a été confirmé le premier décès dû à un médicament contrefait acheté sur la Toile. Dans un communiqué, l'Association des pharmaciens du Canada (APhC) rappelait les faits : *« Des pilules achetées d'une fausse pharmacie en ligne ont causé le décès d'une femme. Il a été établi que ces médicaments contenaient des quantités extrêmement élevées de métal. »* Trois types de pilules avaient été retrouvés chez la Vancouveroise de 58 ans : le Zolpidem, un puissant hypnotique qui n'est pas en vente au Canada, l'Alprazolam, un médicament anxiolytique disponible uniquement sur ordonnance et de l'acétaminophène, qui contenait 15 fois plus d'aluminium que dans le médicament que l'on retrouve sur le marché. Les enquêteurs ne sont pas parvenus à démanteler les sites où les médicaments contrefaits avaient été achetés.

Suite à ce drame, l'Association des pharmaciens du Canada a mené une importante campagne visant à exhorter les patients à la vigilance. Parmi les principaux conseils, l'APhC recommande de n'acheter aucun produit en ligne d'un site qui offre des médicaments prescrits, sans ordonnance, qui refuse de donner une adresse civile, un numéro de téléphone et une façon de joindre un pharmacien ou qui vend des produits sans identification numérique de drogue (DIN) émise par Santé Canada. Malgré ses indications, l'Association des pharmaciens du Canada rappelle qu'elle n'endosse aucun site Web qui vend des médicaments, même sous ordonnance.

Dépenses en médicaments au Canada

Selon une nouvelle étude dévoilée par l'Institut canadien d'information sur la santé (ICIS) le 16 avril dernier, les dépenses en médicaments au Canada auraient atteint 30 milliards $ en 2008, soit environ 900 $ par personne. Ce chiffre représente une hausse de 8 % par rapport à l'année précédente et représente 17 % du total des dépenses en santé au Canada en 2008.

Ailleurs dans le monde, les dépenses pharmaceutiques par individu s'élèveraient en moyenne à 486 $ selon les données de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) recueillies en novembre 2007. Les États-Unis et le Mexique afficheraient respectivement la dépense per capita (961 $) et la plus faible (174 $) des pays de l'OCDE.

_QLvol16no16.qxd 4/21/09 7:31 PM Page 13

Élections législatives en Inde

LE MOIS DU VOTE

Du 16 avril au 13 mai, 714 millions d'Indiens seront appelés aux urnes afin d'élire le 15e parlement de la plus grande démocratie du monde. À l'issue d'un vote en cinq phases, 543 nouveaux députés, provenant d'une myriade de partis politiques, négocieront dans un jeu d'alliances chaotique afin de former le prochain gouvernement.

Stéphanie MARTEL

Organiser des élections législatives dans un pays de plus d'un milliard d'habitants n'est pas une mince affaire. L'Inde a donc opté pour une formule en cinq temps, par zones géographiques, afin de garantir la sécurité de ses 714 millions d'électeurs, dont 43 millions voteront pour la première fois. Au terme d'un processus étalé sur un mois, ce n'est cependant qu'après de tumultueuses négociations interpartisanes que les élus pourront entamer leur mandat de cinq ans au Lok Sabha, le parlement indien.

PHOTO : JAIPAL SINGH BANDRAL

L'Inde a besoin d'un mois entier pour faire voter ses 714 millions d'électeurs.

Les deux grands partis nationaux que sont le Congrès national, le parti de centre-droit actuellement au pouvoir, et la formation nationaliste hindoue du Bharatiya Janata Party (BJP), échouent depuis plus d'une décennie à remporter une majorité. Cette bipolarisation du pouvoir a conduit, ces dernières années, à l'émergence de deux grands ensembles autour de chacun de ces partis, forcés de s'allier à des formations locales afin de gouverner par coalition.

La tendance n'est pas prête d'être renversée cette fois-ci, alors qu'un nouvel adversaire tente de créer une option viable aux deux coalitions nationales. En effet, une jeune alliance, baptisée le Troisième Front, s'est récemment officialisée. Elle est composée des partis de gauche et menée par Mayawati Kumari, leader « intouchable » (le plus bas échelon de la hiérarchie des castes hindoues) du Bahujan Samaj Party (BSP), surnommé le « parti des masses ».

Les leaders des trois coalitions auront ainsi à déployer tout un arsenal de concessions, notamment dans la distribution des postes ministériels, pour se prévaloir du support des partis locaux. Selon Christophe Jaffrelot, directeur du Centre d'études et de recherches internationales de Paris et spécialiste de l'Inde, cette quête de la majorité est au cœur même des élections. *« Si les deux grandes coalitions échouent à l'obtenir, l'alliance ad hoc qui sera créée pour former le gouvernement sera forcément fragile et peinera à se maintenir au pouvoir »*, explique-t-il. À son avis, dans l'optique où le BSP de Mayawati remporterait plus de 40 sièges sur 543, il serait en excellente position pour jouer le rôle d'arbitre politique et le Troisième Front détiendrait possiblement la balance du pouvoir.

Mira Kamdar est professeure invitée du Pôle de recherche sur l'Inde et l'Asie du Sud de l'Université de Montréal et auteure de *Planet India : l'ascension turbulente d'un géant démocratique.* Selon elle, même si Manmohan Singh, premier ministre sortant et chef du Congrès national, semble avoir une longueur d'avance sur ses adversaires, il serait imprudent de sous-estimer le leader du BJP, LK Advani. Quant à Mayawati, son succès remporté comme ministre en chef de l'État de l'Uttar Pradesh, le plus peuplé du pays, est révélateur. Selon Mme Kamdar, *« bien qu'il soit peu probable qu'elle réussisse dès maintenant à se hisser au niveau national, il s'agit d'une figure montante »*.

DES ENJEUX DISPARATES

Les enjeux de ces élections sont aussi éclatés que les coalitions, allant de l'extrémisme hindou au terrorisme islamiste en passant par une série d'enjeux régionaux, sur fond de crise économique mondiale. Pour Mme Kamdar, les considérations socio-économiques ne peuvent être écartées, puisque une grande partie de l'électorat vit sous le seuil de la pauvreté. *« Même si les deux partis nationaux partagent une vision néolibérale de l'économie, le Congrès semble avoir mieux compris que le BJP l'avantage stratégique de se soucier des classes sociales défavorisées »*, affirme-t-elle.

La sécurité est également un sujet particulièrement sensible pour la population indienne depuis les attentats de Mumbai en novembre dernier. Selon Ramu Manivannan, professeur de sciences politiques à l'Université de Madras, en Inde, le terrorisme islamiste est au premier plan de la campagne. Le BJP a par ailleurs accusé sans retenue la minorité musulmane et critiqué tout l'hiver le Congrès national, le qualifiant de « faible » dans sa façon de traiter avec le Pakistan. Les piètres résultats obtenus par le BJP aux élections municipales de décembre – quelques semaines seulement après les attentats – montrent toutefois que cette approche belliqueuse a échoué à mobiliser une population lasse de la violence entre les communautés.

Les principaux enjeux de l'élection sont toutefois occultés par le jeu complexe des négociations entre les partis qui tentent d'obtenir un maximum de sièges. De plus, la population, désillusionnée par la cupidité de ses élus, n'accorde plus beaucoup d'importance aux beaux discours de lutte contre la pauvreté qui cachent mal la corruption endémique. La montée du Troisième Front et l'apparition d'une nouvelle classe politique composée d'intellectuels réformateurs annonceraient cependant une vague de changements dans la culture politique indienne.

Revue de presse internationale

Neuf paires de seins troublent l'ordre public

Le réseau féministe français Les Tumultueuses, un collectif polémique, a décidé de mener une nouvelle action afin de contrer le sexisme. Souhaitant dénoncer la sexualisation permanente qui est faite du corps de la femme, neuf membres du groupe se sont baignées seins nus dans la piscine municipale Pailleron du 19e arrondissement de Paris, le 7 avril dernier.

L'une des membres du groupe Les Tumultueuses a expliqué que *« cette action politique avait pour objet de dénoncer le matraquage des normes de beauté et la nécessité pour les femmes de se couvrir et découvrir sur commande »*.

Les féministes ont toutefois souligné que les règlements municipaux relatifs aux piscines publiques n'indiquaient pas que les poitrines des femmes devaient être couvertes et que les torses des hommes devaient être montrés.

Les responsables de la piscine ont fait appel à la police pour faire évacuer les femmes. Douze policiers chaussés de bottes sont intervenus au bord de la piscine malgré le règlement interdisant les chaussures. L'un des policiers a également fait irruption dans le vestiaire des femmes où les féministes s'étaient réfugiées, ce qui a déclenché la colère des autres usagères. Les militantes ont fini par quitter les lieux et la police a révélé l'identité de deux d'entre elles.

Le directeur de la piscine n'a pas souhaité porter plainte suite à cet incident. (Céline FABRIES)

Sources : *Rue89* (France), *L'Express* (France)

Sorcellerie et meurtre

François Nyolong, le chef du village de Zakan, situé au centre du Cameroun, a été battu à mort, le 4 avril dernier, pour avoir refusé de livrer sept jeunes à des actes de sorcellerie. Selon certains témoignages, André Kouzo, que tout le village soupçonnait de sorcellerie, aurait demandé au chef du village de lui « donner » sept jeunes afin d'augmenter ses pouvoirs.

Devant le refus de François Nyolong, André Kouzo se serait vengé avec l'aide de ses trois fils en le frappant violemment jusqu'à ce qu'il tombe dans le coma. François Nyolong est décédé quelques jours plus tard des suites de ses blessures. Les enfants du chef du village ont pris d'assaut la prison où étaient enfermés les présumés coupables pour réclamer leurs têtes. Sans l'intervention du préfet du département, Mamadou Bala, de passage dans le village, les jeunes orphelins auraient sans doute saccagé les lieux. *« Créer un problème pour en régler un autre ne ferait qu'aggraver la situation »*, a lancé Mamoudou Bala aux assaillants.

Pour l'heure, la gendarmerie a effectué trois arrestations et un appel à témoin a été lancé pour boucler l'affaire. Le quatrième présumé coupable aurait pris la fuite et ferait l'objet de recherches. (Céline FABRIES)

Sources : *The Cameroon-Tribune* (Cameroun), *Cameroon Online* (Cameroun)

Un enfant post-mortem

Une mère de l'État du Texas a obtenu de la justice américaine une autorisation lui permettant de faire prélever le sperme de son fils, tué le 5 avril à l'âge de 21 ans, dans une bagarre. La femme souhaite ainsi procéder à une fécondation in vitro dans le but d'obtenir un petit-fils.

« *Je sais qu'il aurait voulu que je fasse ça* », a expliqué la mère sur la chaîne d'information continue MSNBC, rappelant que son fils désirait trois enfants.

Déjà, un urologue américain a accepté de faire un prélèvement sur le cadavre du jeune homme, conservé à 39°C à la morgue. La mère dit également être à la recherche d'une mère porteuse.

Interviewé sur MSNBC, John Robertson, professeur de droit à l'Université du Texas, a expliqué qu'aux États-Unis, les parents ont tous les droits sur le cadavre de leurs enfants en ce qui concerne le don d'organes. Toutefois, pour ce qui est du sperme, « *ce n'est pas clair* », s'est-il contenté de dire, soulignant que ce type de demandes était plutôt rare.

(Aryanne BESNER QUINTAL)

Sources : *MSNBC* (États-Unis), *Europe 1* (France)

_QLvol16no16.qxd 4/21/09 7:31 PM Page 14

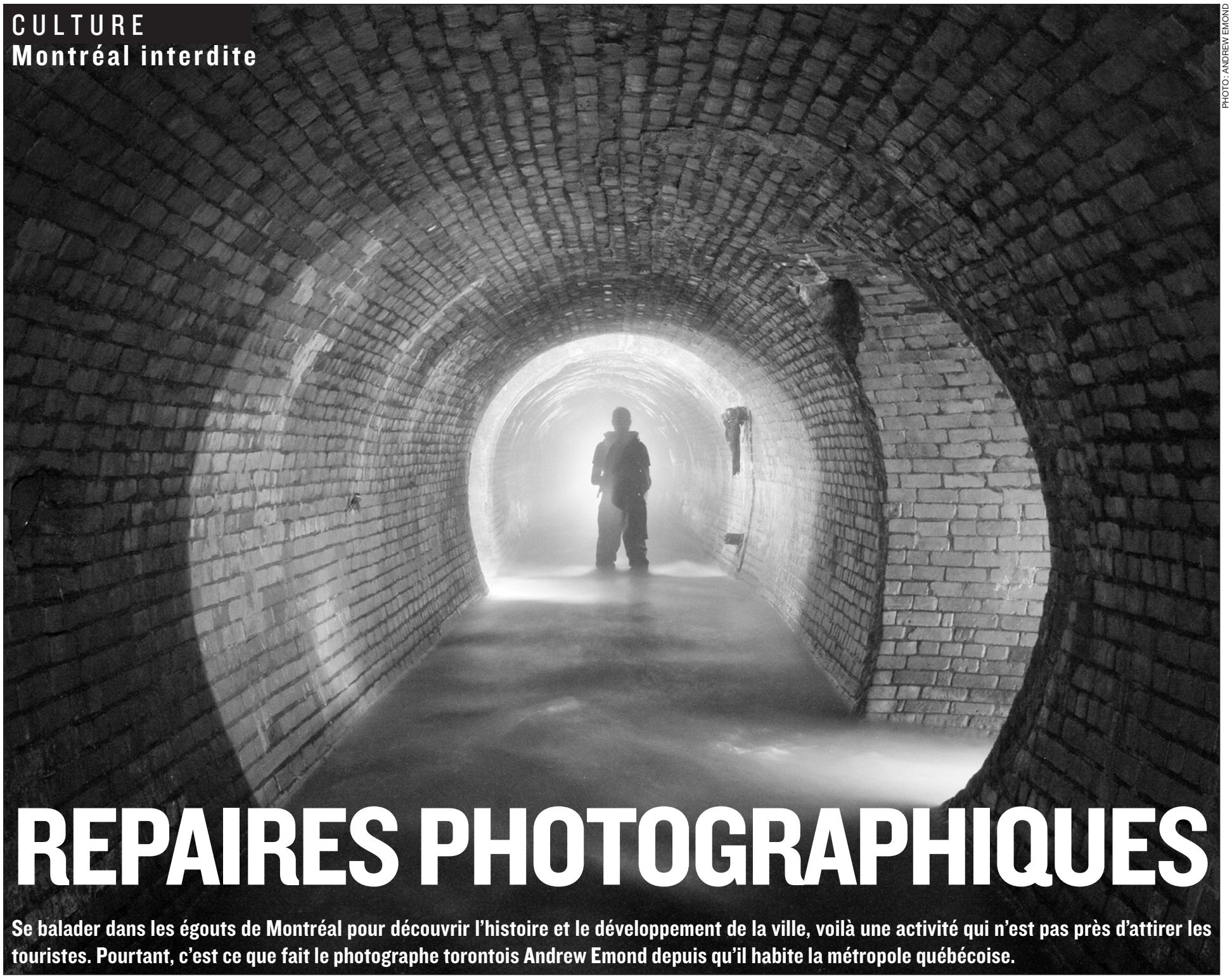


PHOTO : ANDREW EMOND

REPAIRES PHOTOGRAPHIQUES

Se balader dans les égouts de Montréal pour découvrir l'histoire et le développement de la ville, voilà une activité qui n'est pas près d'attirer les touristes. Pourtant, c'est ce que fait le photographe torontois Andrew Emond depuis qu'il habite la métropole québécoise.

Sasha CAMPEAU

Quartier Libre : D'où vous est venue cette idée de photographier les égouts ?

Andrew Emond : Ces lieux me procurent un véritable sentiment d'exploration et d'enquête. Les égouts ne sont pas à la portée de tous, puisque seuls les travailleurs de la Ville y ont accès. Certaines infrastructures sont intactes depuis plus d'un siècle et demi, mais n'ont jamais été photographiées. Je crois que, pour un artiste, montrer quelque chose qui est inconnu aux yeux du public est essentiel. Des images d'égouts, il y en a très peu. Ce monde souterrain est encore un mystère.

Q.L. : Comment partagez-vous vos découvertes avec le public ?

A.E. : J'ai créé un blogue, undermontreal.com, car j'avais accumulé plusieurs bonnes images et je ne savais trop quoi en faire. Lorsqu'une photo d'un égout est prise hors de son contexte, elle risque fort probablement de ne pas toucher les gens. J'ai donc cherché à expliquer ce qui se cache derrière ces images, c'est-à-dire, montrer les liens qui existent entre l'histoire de la ville et le monde souterrain.

Q.L. : Qu'est-ce que votre travail nous apprend sur l'histoire et le développement de Montréal ?

A.E. : Les égouts ont été construits pour enrayer l'épidémie de choléra qui sévissait à Montréal au milieu du XIXe siècle. À cette époque, on savait que la maladie était causée en partie par la présence de matières fécales dans l'eau. Donc, on a décidé d'enfouir plusieurs cours d'eau qui étaient devenus de véritables égouts à ciel ouvert. Ce fut le cas de la rivière Saint-Pierre. Montréal a été fondée à l'embouchure de cette rivière qui se déversait autrefois dans le fleuve Saint-Laurent. Aujourd'hui, il ne reste plus de la rivière qu'une centaine de mètres dans le quartier Côte-Saint-Luc, à l'ouest de la ville. Ce qui est intéressant, c'est que plusieurs tronçons de la rivière ont été enfouis à différentes époques, des années 1830 aux années 1970. On peut donc suivre cette évolution en se baladant dans les égouts.

Q.L. : Comment peut-on identifier les différentes époques de construction ?

A.E. : Les égouts qui datent du XIXe siècle sont entièrement faits de briques. Ce n'est qu'à partir des années 1930 qu'on a introduit le béton et l'acier, ce qui permet des structures beaucoup plus grandes. Aujourd'hui, les égouts sont faits de moules cylindriques préfabriqués. Ces nouvelles installations n'ont pas autant de charme que les anciennes. Les vieux égouts ont une apparence plus organique, non seulement à cause de la brique, mais aussi parce que la nature y a fait son travail. Ils ont l'allure de grottes.

Q.L. : Comment faites-vous pour vous introduire dans ces lieux ?

A.E. : Par les bouches d'égout, comme le ferait un travailleur de la Ville. Souvent, on y pénètre par des rues très passantes. La plupart du temps, les gens se fichent de ce que l'on fait. Mais à l'occasion certains se rendent compte que c'est étrange.

Q.L. : Est-ce légal ?

A.E. : Je ne crois pas que ce soit légal. Par contre, je ne sais pas si cela pourrait me mener à un simple constat d'infraction ou à un dossier criminel. (NDLR : À Montréal, il n'existe aucun règlement municipal qui empêche quiconque de pénétrer dans les égouts.)

Q.L. : Vos images rendent ces endroits quasiment attrayants. Quel est votre secret ?

A.E. : À mes yeux, ces endroits n'existent pas tant qu'ils ne sont pas éclairés. Avec un peu d'éclairage, je crée des espaces et les façons de le faire sont infinies. En tant qu'artiste qui cherche à créer dans un milieu urbain, il y a là tout ce qu'il me faut. Pourtant, à première vue, il n'y a que du béton et de la brique. Ce n'est rien d'époustouflant. J'ai développé des techniques d'éclairage et de prises de vue qui donnent aux égouts une allure beaucoup plus intéressante qu'en réalité.

Q.L. : Lorsque l'on parle d'égouts, le mauvais traitement des eaux usées et le gaspillage font souvent surface. Cherchez-vous à en faire la démonstration dans vos photos ?

A.E. : Je ne cherche pas à montrer des désastres environnementaux. Il y a bien sûr des conséquences au gaspillage de l'eau, mais là n'est pas le but de mon travail. Je ne crois pas que montrer des images d'égouts puisse sensibiliser les gens à cette cause. Je dirais que c'est plutôt ma passion pour la photographie qui m'a amené à explorer ces espaces. L'appareil me pousse à découvrir des endroits où je n'aurais jamais mis les pieds autrement.

> **À mes yeux, ces endroits n'existent pas tant qu'ils ne sont pas éclairés. Avec un peu d'éclairage, je crée des espaces et les façons de le faire sont infinies**
>
> **Andrew Emond**

Q.L. : Quelles sortes de commentaires recevez-vous sur votre blogue ?

A.E. : Il y a beaucoup de personnes âgées qui laissent des commentaires. Ils racontent des histoires à propos des rivières qui ont disparu à Montréal dans les années 1930 et 1940. Très peu de documents ont été répertoriés à ce sujet. Leur existence et leur disparition relèvent surtout de l'histoire orale. À cette époque, on ne se posait pas de questions avant d'enfouir les ruisseaux. On cherchait à les faire disparaître à tout prix, puisqu'ils étaient contaminés. Aujourd'hui, cela soulèverait un véritable tollé.

_QLvol16no16.qxd 4/21/09 7:31 PM Page 15

LES NUITS CLANDESTINES

Ce qui est permis n'a pas de charme et les nuits sont bien trop courtes. C'est pour cela qu'à Montréal, de méchants moineaux organisent des soirées illégales. Trois pourfendeurs de l'interdit racontent leurs frasques et déboires.

PHOTO : COURTOISIE STÉPHANE

PRIS PAR LA POLICE

Stéphane (nom fictif) ne s'est toujours pas remis de l'amende qu'il a reçue en 2006. C'est sa copine, *« le regard triste, les yeux flous »*, qui la lui avait remise après l'avoir trouvée dans le courrier. Un montant de 6 000 $, qu'il a dû payer, sans rechigner. *« J'aurais sans doute gagné si j'avais contesté, mais avec les frais d'avocat, ça n'en valait pas la peine »*, explique-t-il.

J'ai dû payer 6 000 $ d'amende

Stéphane
Ancien organisateur d'afters illégaux

Stéphane organisait avec des amis des soirées *drum'n'bass* mensuelles. InDaJungle attirait en moyenne une centaine de personnes. Promoteur et DJ résident, Stéphane avait en charge l'imposante logistique qu'impliquaient ces soirées. Comme pour la plupart des évènements de la métropole, un prix d'entrée était perçu afin d'accéder au bar et à la salle avec des DJ invités. InDaJungle fonctionnait pourtant sans permis de la Ville. *« Les clubs de Montréal ferment à 3 h 00, nous fermions à 7 h 00… »* Comme pour les raves, le lieu de la fête était révélé 24 heures à l'avance en appelant un numéro.

Portées par un bouche à oreille toujours grandissant, les soirées InDaJungle sortaient presque de leur clandestinité. Article dans le magazine *Nighlife*, mention honorable dans le *« best of »* annuel de Montréal du journal *Mirror*, les fêtes avaient acquis une solide réputation parmi les amateurs de *drum'n'bass* et de *jungle*.

Pendant cinq ans, la police n'est presque jamais intervenue, *« sauf pour quelques visites routinières »*. Puis, un soir, une brigade d'une douzaine d'hommes débarque et demande un nom. Ce sera celui de Stéphane.

« Sans cette expérience, je ne serais jamais où j'en suis aujourd'hui », confie-t-il. Même si toute l'affaire lui laisse un goût amer, il a su rebondir depuis. En tant que promoteur, le passage à la légalité lui a permis d'attirer de plus grands noms dans les clubs *after-hours* montréalais. Aujourd'hui, il est à la tête d'une compagnie de disque, InDaJungle Recordings et donne une vitrine à des artistes locaux de *drum'n'bass*. **(Laurence NIOSI)**

RÉSISTANCE ARTISTIQUE

PHOTO : COURTOISIE FRANÇOIS

L'appartement de François est plus qu'un simple lieu de vie. Ce diplômé en art en a fait un centre d'artistes. Ses invités habitent et travaillent dans une chambre. Pendant leurs résidences, ils prennent part à des discussions et à des expositions à Montréal. Éric fait partie d'un collectif, DGC-CGA (The Discriminating Gentlemen's Club/Le Club des Gentilshommes Avertis), qui expose souvent à l'étranger.

Ce collectif s'est inspiré des centres d'artistes traditionnels qui sont supportés par l'État. À leur création, dans les années 1970, ils visaient prioritairement des artistes dont la vocation n'était pas commerciale. Fondés sur l'idée de pluralisme culturel qui a émergé après les évènements de mai 1968, ces centres ont servi à raviver le débat entre la culture de masse et la culture minoritaire ou contre-culture. Avec le temps, ces structures se sont bureaucratisées, pense François. *« Le concept des résidences gravite autour de l'idée de réseaux, d'entraide »*, explique-t-il. François travaille à son compte et ne reçoit aucune subvention gouvernementale.

Je me suis inspiré des bars clandestins de la période de la Prohibition, les « speakeasies »

François

Chaque jeudi, dans le même édifice, des amis se réunissaient pour boire du whisky. Après avoir tiré sur un fil doré qui active une cloche, l'accès à ce bar clandestin se faisait sur présentation d'une carte de membre. *« De la fenêtre, je voyais et décidais qui rentrait et qui restait dehors »*, raconte François, qui dit s'être inspiré des bars clandestins pendant la Prohibition, les *« speakeasies »*. Éphémère, le projet ne dura qu'un hiver. La police n'a jamais rien su : *« Elle a débarqué à cause de la musique qui jouait trop fort,* explique François, *mais elle n'a jamais réussi à nous trouver. »*

Figure de résistance tranquille ou idéal romantique, avec ses petits projets, François explore les différentes possibilités de la culture underground. **(Laurence NIOSI)**

PHOTO : MÉLANIE RIBOT

ÉLECTRON LIBRE

Par un soir d'hiver, Samuel ouvre les portes de son chez lui un peu particulier. Il y a deux jours, son appartement a accueilli la *grande fête de l'Art* : une soirée de performances en tous genres diffusée en direct sur les ondes de la radio CKUT. Ce grand loft du Mile-End, baptisé l'Envers, est partagé par quatre jeunes musiciens. Le lieu en a vu de toutes les couleurs au cours des 40 spectacles qui se sont déroulés depuis son inauguration l'été dernier : installation, musique expérimentale, danse contemporaine, performance et photographie.

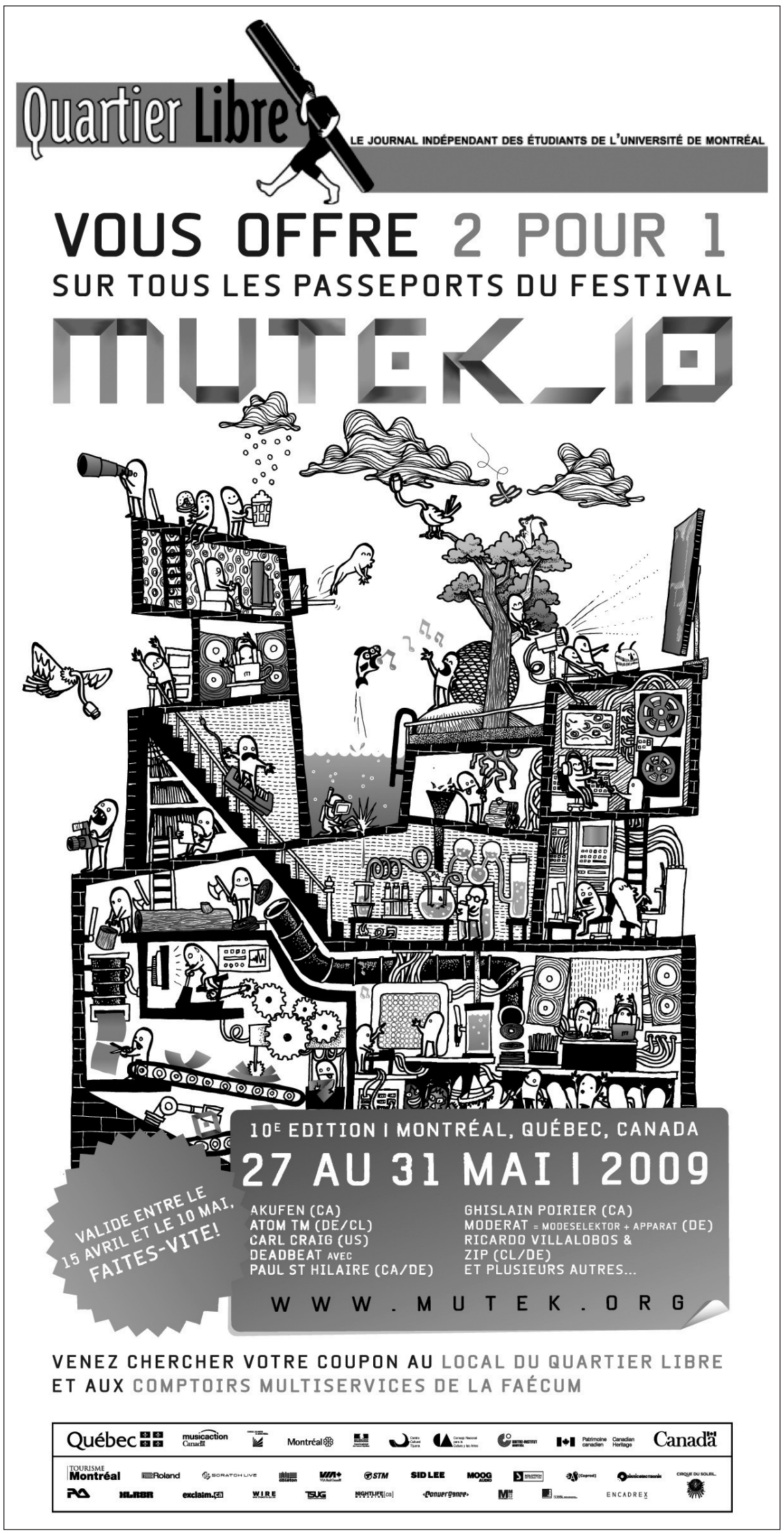
Vous imaginez ? Ils organisaient des soirées et faisaient charger à l'entrée !

La propriétaire de l'Envers

Philippe, Gordon, Samuel et Levy, les colocataires, ont privilégié les concerts de la musique électronique au jazz. *« Gordon était très impliqué dans la musique improvisée,* raconte Samuel, *et il avait organisé des soirées comme les Mardispaghetti, au bar le Cagibi, et des soirées mensuelles à la Casa del Popolo. »* L'offre dépassait tellement la demande que Gordon a eu l'idée de créer une autre salle sur le modèle de la Brique (un autre loft d'artistes, rue Hutchison). Les quatre garçons veulent y promouvoir de l'art déroutant et rarement diffusé. *« Tout le monde veut jouer ici,* dit Samuel, *mais on sélectionne des performances vraiment originales qui ont du mal à trouver preneur. »*

L'Envers se situe dans un bâtiment non résidentiel, à usage professionnel. Samuel raconte, hilare, comment la propriétaire, lors de la première visite, les avait mis en garde contre les anciens locataires qui organisaient des raves : *« Vous imaginez ? Ils organisaient des soirées et faisaient charger à l'entrée !,* avait-elle dit. *Exactement ce que nous voulions faire ! »* Finalement, la propriétaire a fini par comprendre, sans s'offusquer outre mesure. Pour que l'Envers dure, les soirées finissent rarement après trois heures du matin et ne sont pas trop intenses, *« sinon, tu es débordé,* dit Samuel. *Une soirée par semaine, c'est déjà bien »*. **(Mélanie RIBOT)**

_QLvol16no16.qxd 4/21/09 7:31 PM Page 16



CULTURE **Montréal interdite**

PHOTO: VÉRO. B.

DANS LA MIRE DU SPVM

La fête est finie pour la Casa del Popolo. Après avoir fermé les yeux pendant des années sur les irrégularités du bar, le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) a récemment changé d'attitude, sans motif officiel. La SPVM sert maintenant la vis et met à l'amende. Pour que la vente d'alcool et les concerts reprennent à la Casa del Polpolo, les propriétaires vont devoir montrer patte blanche.

Jean-Simon GUAY

La salle de spectacles et le restaurant la Casa del Popolo, lieu notoire de la scène musicale montréalaise avant-gardiste, présente des spectacles et vend de l'alcool sans permis depuis son ouverture en mai 2000. Jusqu'en avril 2008, ni la Ville de Montréal, ni le voisinage, ni même le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) ne s'étaient opposé à l'activité illégale de Mauro Pezzente et Kiva Stimac, copropriétaires de l'endroit.

Chaque année, la Casa del Popolo recevait la visite d'inspecteurs qui avaient pris l'habitude de ne pas inquiéter les propriétaires pour des raisons de permis de spectacle ou d'alcool. Mais en avril 2008, une agente de la section moralité, alcool et stupéfiants du SPVM se présente à la Casa avec en main un constat d'infraction. Elle pénalise les propriétaires pour avoir présenté un spectacle payant sans permis et pour avoir vendu de l'alcool sans offrir de la nourriture.

Quelques mois plus tard, en janvier et février derniers, la Casa del Popolo a reçu deux autres constats d'infraction pour avoir vendu de l'alcool sans nourriture en quantité satisfaisante, selon les normes du permis de restaurant. Depuis, la salle de spectacle est fermée et le restaurant demeure en activité. Un des propriétaires, Mauro Pezzente, rapporte qu'un policier du SPVM lui aurait dit : *« Tu n'as pas respecté la loi dans le passé, alors tu ne la respecteras sûrement pas dans le futur »*.

Le commandant à la section moralité, alcool et stupéfiants du SPVM, Denis Lalonde, assure que les constats d'infractions délivrés à la Casa del Popolo ne sont pas attribuables à une opposition ou à de la malveillance de la part du SPVM, mais plutôt à des procédures normales qui arrivent à un moment *« indéterminé »*. Il dit ne pas avoir connaissance de ce dossier en particulier. *« Nous devons vérifier 1 400 endroits licenciés à Montréal*, se défend-il, *ce n'est que le fruit du hasard si les amendes arrivent à ce moment précis, huit ans après l'ouverture de la Casa del Popolo. »*

DES LENDEMAINS QUI CHANTENT ?

Bien déterminé à obtenir les permis requis pour continuer ses activités légalement, Mauro Pezzente ne se laisse pas décourager. Le copropriétaire est présentement en processus afin d'obtenir son permis de spectacle ainsi que son permis d'alcool. Le premier, plus facile à obtenir, lui sera émis par la Ville de Montréal aussitôt qu'il aura effectué quelques rénovations. Le second doit toutefois être approuvé par la Régie, ce qui occasionne certaines procédures juridiques et donc un temps d'attente qui s'échelonne sur plusieurs mois.

Mauro Pezzente demeure optimiste pour la suite et pense que le litige se réglera à l'amiable avant juin, date prévue du jugement. Sinon, le festival Suoni Per Il Popolo risque d'être un peu à l'étroit. L'évènement phare de la Casa a lieu tous les ans au mois de juin depuis 2001.

_QLvol16no16.qxd 4/21/09 7:31 PM Page 17

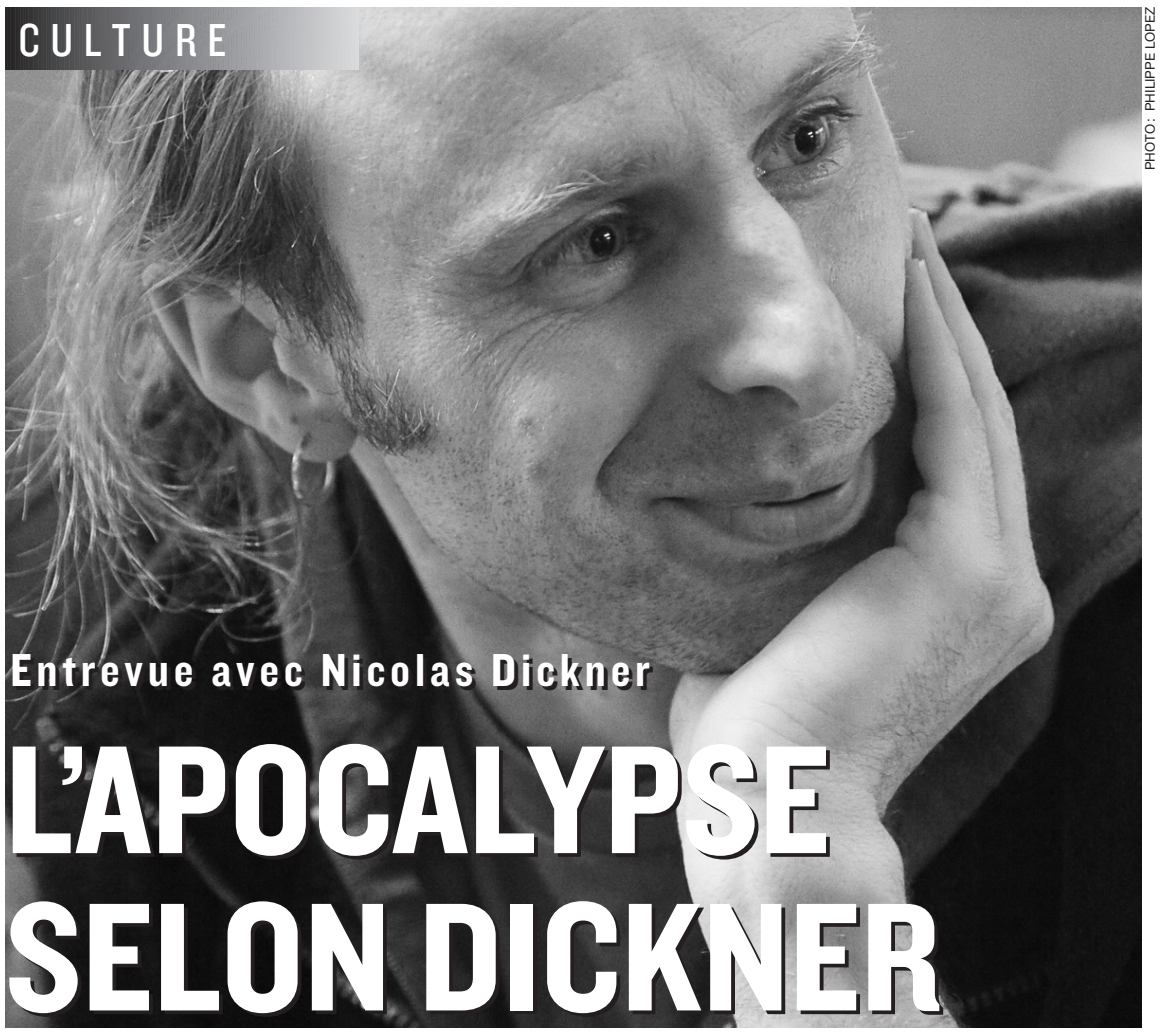


PHOTO : PHILIPPE LOPEZ

Entrevue avec Nicolas Dickner

L'APOCALYPSE SELON DICKNER

Nicolas Dickner a fait une entrée remarquée sur la scène littéraire avec son premier roman *Nikolski*, paru en 2005. Au Caffè Italia, sur fond de déluge et de vieux Italiens qui discutent du tremblement de terre dans les Abruzzes, il s'est entretenu avec *Quartier Libre* au sujet de *Tarmac*, son nouvel opus.

Samuel MERCIER

Quartier Libre : Après le succès au Québec et les multiples traductions de *Nikolski* à l'étranger, avez-vous senti une pression ?

Nicolas Dickner : Oui, je ne m'en rendais pas très bien compte, mais je l'ai sentie dans les deux ou trois dernières semaines de rédaction. Depuis que le roman est sous presse, j'ai cessé de dormir.

Q. L. : À vous lire, le lecteur a parfois l'impression de retrouver différents passages encyclopédiques collés dans le texte. Êtes-vous un écrivain Wikipédique ?

N. D. : Je me permets de protester. Mes pages d'encyclopédies ne sont pas collées dans le texte. En fait, Wikipédia n'est pas tant un outil de lecture, qu'un outil d'écriture. Tu peux te permettre de faire des références obscures, parce que tu sais que le lecteur a Google à portée de main. Pour moi, c'est intéressant parce que j'écris en ayant à l'esprit que le lecteur peut faire ses recherches et que le savoir n'est pas enfoui au fond d'une bibliothèque.

Q. L. : La fascination pour la fin du monde, dans *Tarmac*, et surtout celle pour l'holocauste atomique de Hope Randall, rappelle un peu les romans de Douglas Coupland. Est-ce une de vos inspirations ?

N. D. : En effet, avec *Generation X*, Coupland avait apporté un regard différent sur le sujet. Je pense, entre autre, au personnage de Dag, fasciné par la bombe atomique. Il faisait un commentaire instantané. C'était un discours de la fin des années 1980, alors que la Guerre froide tirait à sa fin. Coupland est très « dans l'air du temps », très *zeitgeist*. Moi, j'ai toujours un peu de décalage et, avec *Tarmac*, on peut dire que la démarche est similaire. Toutefois, 20 ans supplémentaires mettent la réflexion en perspective avec ce qui a suivi la Guerre froide.

Q. L. : La peur de l'holocauste nucléaire serait donc une peur générationnelle ?

N. D. : Pas vraiment, parce qu'en remontant aux années 1950, à l'époque de la création de la bombe à hydrogène, il est quand même possible de voir ce genre d'angoisse pour l'holocauste atomique. Ce qu'il y a de particulier – en tout cas avec ma génération – c'est que, à l'adolescence, nous avons vécu une période d'intense anxiété. L'apogée de la Guerre froide a été immédiatement suivie par la chute du Bloc soviétique, qui a elle-même complètement débalancé notre système et notre façon de voir le monde.

Q. L. : Sommes-nous moins préoccupés aujourd'hui par la fin du monde ?

N.D. : Ce qui se passe, c'est que nous avons beaucoup angoissé avec la fin du monde et avec toutes sortes de fins du monde. C'est ça la fascination pour l'apocalypse de la famille Randall dans *Tarmac*. Ça symbolise toute une génération ou toute une population occidentale qui s'est angoissée pour plusieurs fins du monde successives.

Nous pourrions faire une liste des fins du monde annoncées depuis vingt ans. À force de craindre autant de trucs, ça devient un peu absurde et on se demande si c'est vraiment de la crainte. Tranquillement, ça se transforme moins en une peur qu'en une façon de voir le monde. Après un bout de temps, ça passe dans le vocabulaire et on se met à parler de l'apocalypse pour n'importe quoi. À force d'avoir peur, la peur perd son sens et s'enracine en nous.

Q.L. : Malgré ce que vous dites, la lecture de *Tarmac* donne l'impression d'un certain optimisme.

N.D. : L'ironie du bouquin, c'est qu'au moment où on a le sentiment que les personnages passent à autre chose, que la fin du monde est derrière eux, qu'il y a de l'optimisme et tout… *Bon sang !* L'histoire se termine au début de septembre 2001. Alors, on sait très bien ce qui s'en vient, on sait très bien quel genre de décennie s'en vient. Alors, il y a une ironie derrière ça. Pour moi, il y a beaucoup cette idée de la cyclicité dans *Tarmac*. On annonce des fins du monde, mais en fait, ce sont plutôt des fins de cycles…

L'intégralité de cette entrevue est disponible sur quartierlibre.ca

Ça commence par la fin : chronique littéraire en vrai papier

CHASSE AU GAI CHEZ LES AMAZON (.COM)

Samuel MERCIER

Le retrait de certains livres marqués « pour adultes » du classement des ventes d'Amazon.com a suscité une polémique récemment. L'affaire a commencé le 12 avril lorsqu'un obscur écrivain américain (publié à compte d'auteur), Mark R. Probst, s'est étonné de ne plus voir son livre au palmarès. Celui-ci a donc écrit à Amazon pour obtenir des explications. Il aurait reçu, de la part du service aux éditeurs, la réponse suivante :

« En tenant compte des intérêts de l'ensemble de notre clientèle, nous excluons le matériel "pour adultes" de certaines recherches et des listes de best-sellers. Puisque ces différentes listes sont générées à partir du classement des ventes, le matériel pour adultes n'a pas accès à cette dernière fonction. »

L'ennui, c'est que des internautes consciencieux ont découvert, peu après, que les œuvres bannies du classement des ventes se limitaient aux ouvrages portant sur l'homosexualité… La traduction de *La grosse femme d'à côté est enceinte* de Michel Tremblay, la vieille édition de *Brokeback Mountain* d'Annie Proulx, ainsi que le premier tome de *l'Histoire de la sexualité* (!) de Michel Foucault, par exemple, ont tous été chassés des classements anglophones d'Amazon.com.

Avec l'importance grandissante du site de vente en ligne, il est tout à fait légitime de s'inquiéter d'une censure potentielle

De leur côté, des livres comme *Mein Kampf* ou *How to Make Love Like a Pornstar : A Cautionary Tale* de l'actrice porno Jenna Jameson figurent fièrement au palmarès sans avoir été marqués « pour adultes ».

Évidemment, la nouvelle a suscité la colère dans la *twittosphère* où le sujet *#amazonfail* a reçu un déluge de réponses. Le 13 avril, un responsable d'Amazon.com avouait qu'il s'agissait d'une défaillance du système.

Toutefois, contrairement à ce qu'avance l'administration du site de vente, un internaute surnommé Weev a déclaré, le jour même, être responsable de cette *« défaillance »*. Celui-ci a expliqué au *Wall Street Journal* qu'il aurait voulu *« prouver que les systèmes de classement générés par les utilisateurs étaient fallacieux et sujets aux manipulations biaisées de certaines personnes »*. Sa responsabilité dans cette affaire n'a toutefois pas été prouvée.

Peu importe, cette histoire montre un des défauts d'une trop grande centralisation de la chaîne de distribution du livre. En effet, alors qu'un seul classement négatif peut signifier la perte de plusieurs ventes pour un éditeur, l'impact d'une censure accidentelle ou non est d'autant plus efficace.

Bien sûr, Amazon.com ne représente encore qu'une portion minime des ventes de livres au Québec, où seulement 4 % des ventes se font par Internet, selon Patrimoine Canada. Cependant, la popularité du site augmente sans cesse : les ventes d'Amazon.ca auraient doublé depuis 2002. Sans compter le fait que le livre numérique de la compagnie, le Kindle, a connu, en sa première année de commercialisation, des ventes supérieures à celles du iPod d'Apple aux États-Unis.

Avec l'importance grandissante du site de vente en ligne, il est tout à fait légitime de s'inquiéter d'une censure potentielle. Bien qu'il puisse s'agir dans ce cas d'une erreur, le système qui permet de marquer un livre comme « inapproprié » existe, pour sa part, bel et bien. En laissant ainsi la porte ouverte à la mise à l'index de certains ouvrages par les internautes, Amazon.com livre tout de même au tribunal de la majorité la littérature de groupes identifiables comme les gais et lesbiennes.

_QLvol16no16.qxd 4/21/09 7:31 PM Page 18

Musique

YEAH YEAH YEAHS

It's Blitz!

(Interscope)

Avec Show Your Bones, leur deuxième album, les Yeah Yeah Yeahs avaient bien réussi leur passage au commercial en gardant suffisamment d'authenticité, malgré un son plus adouci. Leur nouveau, *It's Blitz!* va aussi dans cette direction, en privilégiant, cette fois-ci, une touche électronique fortement appréciée.

Le premier extrait « Zero » donne le ton à l'album avec son rythme contagieux, mené par la voix unique de Karen O, hésitant entre fragilité et hystérie. On se laisse ensuite transporter dans une suite de chansons aux univers fort différents. Alors que le calme solennel de « Skeletons » évoque une mort déchirante, l'ambiance rétro de « Heads will roll » inspire le déchaînement des corps.

En gagnant notre attention du début à la fin, *It's Blitz!* est une réussite sur toute la ligne. Il vient confirmer que le renouvellement incessant caractérise les artistes les plus influents de leur génération. (Olivier BOISVERT-MAGNEN)

LA PASSION PROTESTANTE?

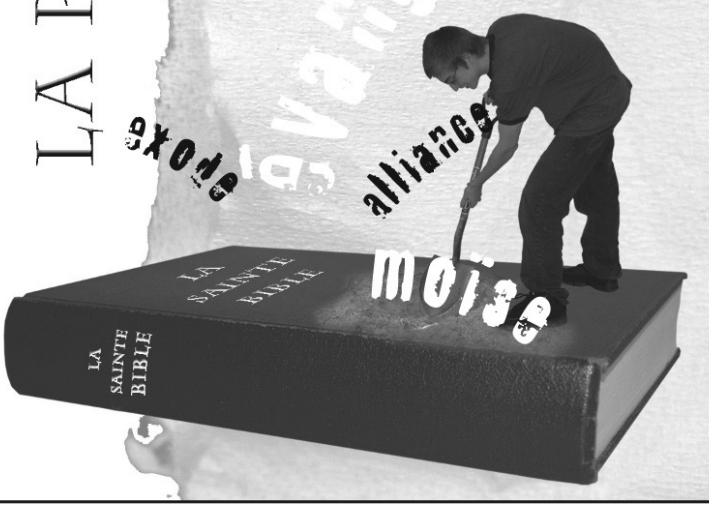
Cours de la
Faculté de théologie
offerts dans une
perspective protestante

Été 2009
THL 1097E: Histoire du protestantisme
THL 1094E: Démarrage et développement d'une Église locale

Automne 2009
THL 1085: L'Histoire du Christianisme
THL 2015: Comment interpréter la Bible
THL 2115: Trois portraits de Jésus: les évangiles synoptiques
THL 2155: Initiation à la spiritualité chrétienne
THL 3005: Les Psaumes et la littérature sapientielle
THL 3580: La lettre de Paul aux Romains

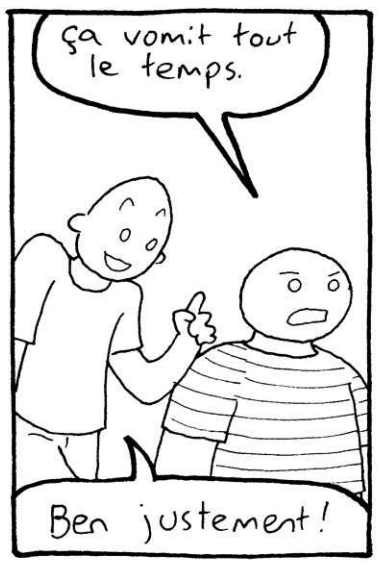
Cours donnés à l'ÉTEM au
4824, chemin Côte-des-Neiges

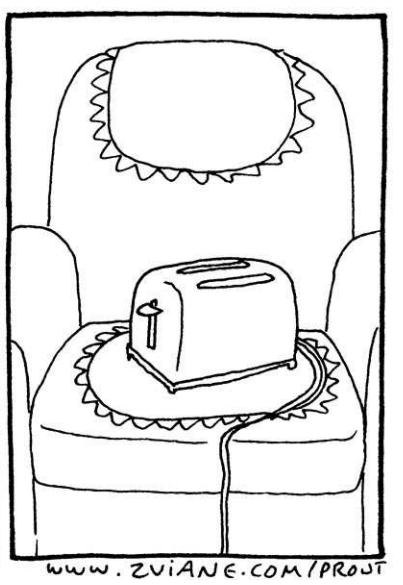
Pour plus d'informations:
www.etem.ca
Tél: **514 331-0878**, poste 228



_QLvol16no16.qxd 4/21/09 7:31 PM Page 19

LE CHOSE-O-TRON V(V×I)+III

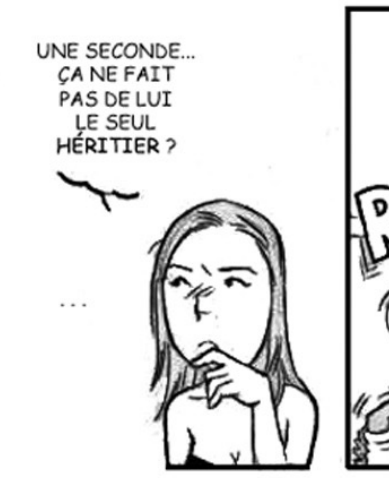




WWW.ZUIANE.COM/PROUT

So Lucky Are Boys

Par les sentiments



www.bg-comics.blogspot.com

AGENDA de Quartier Libre

présenté par MUR.MITOYEN.NET Le calendrier alternatif de Montréal

CAMPUS • Les oiseaux à Montréal

Quoi ? Dans le cadre de la 5e édition du Mois du Mont-Royal et en collaboration avec Les amis de la montagne, organisateurs de l'évènement, les Belles Soirées de l'Université de Montréal proposent une conférence sur l'ornithologie, puis le vendredi, une randonnée ornithologique sur le mont Royal, à l'intention des participants de la conférence.
Quand ? 6 mai, 19 h 30, et 22 mai, 7 h 30
Où ? Pavillon de la Faculté de l'aménagment de l'UdeM (conférence) et du mont Royal (randonnée).

CULTURE • Festival littéraire international de Montréal Metropolis bleu

Quoi ? Metropolis bleu croit maintenant plus que jamais en la force des mots pour transmettre ses valeurs : diversité, engagement, identité, communauté et par-dessus tout, plaisir. Les mots animent les œuvres romanesques, poétiques, philosophiques et journalistiques des auteurs qui seront présents lors de ce 11e Festival littéraire international de Montréal Metropolis bleu.
Quand ? 22 au 26 avril
Où ? Hôtel Delta Centre-Ville, 777, rue University

SOCIÉTÉ • Colloque Histoires et Archives, arts et littératures hypermédiatiques

Quoi ? La question de l'archivage soulève la nécessité de repenser nos façons d'analyser les œuvres et de questionner leurs implications historiques. Ce colloque souhaite réunir chercheurs et artistes dont le travail porte sur les enjeux liés à la conservation et à l'histoire des œuvres issues de l'hypermédia.
Quand ? 30 avril au 2 mai
Où ? Cœur des sciences de l'UQÀM, Agora Hydro-Québec

Consultez les détails de ces événements en ligne : http://mur.mitoyen.net/quartierlibre

QUARTIER LIBRE

RECHERCHE WEBMESTRE BÉNÉVOLE POUR RÉNOVER SON SITE INTERNET CET ÉTÉ

Envoyez votre CV à info@quartierlibre.ca

SUDOKU

		6	7		4		3	
		1	6					2
					8	9	7	
		7	4					
9	1						5	7
					1	3		
	4	5	9					
2					7	5		
	8		1		5	6		

Solutions sur quartierlibre.ca

_QLvol16no16.qxd 4/21/09 7:31 PM Page 20

Le contenu des pages de la FAÉCUM est indépendant de la ligne éditoriale de *Quartier Libre*

Kiosque de livres usagés

N'attendez pas le rush de la rentrée pour venir déposer vos livres à vendre !

N'attendez pas le rush de la rentrée, déposez vos livres **avant le 30 avril 2009**. Ils seront enregistrés, étiquetés et mis sur nos tablettes pendant l'été.

Ainsi, soyez sûr d'éviter les délais et profitez de l'opportunité de vendre vos livres dès les premiers jours de la rentrée d'automne 2009 !

FAÉCUM www.faecum.qc.ca

Pavillon Roger-Gaudry, local V-114

multiservices Comptoirs un service de la FAÉCUM